



**Pole Institute**

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

# **Mobilité des populations du Kasai vers les provinces du Haut Katanga et de Lualaba**

## **Comment prévenir un conflit social de grande envergure**

Dr. Kaganda Mulume-Oderhwa Philippe et Dr. Lenfant François

Sous la direction de

Dr Nene Morisho Mwana Biningo

Cette étude a été réalisée grâce au financement de l'Union Européenne. Les auteurs restent cependant les seuls responsables du contenu du rapport.

Dossier







4.1.2.	<i>Connaissance sur l'actualité migratoire</i> .....	47
4.2.	Les groupes culturels concernés par les migrations actuelles et leurs trajectoires .....	47
4.2.1.	<i>Groupes culturels déplacés</i> .....	47
4.2.2.	<i>Trajectoires migratoires</i> .....	49
4.3.	Facteurs des déplacements des populations dans les Provinces du Haut-Katanga et de Lualaba .....	49
4.3.1.	<i>Facteurs d'attraction</i> .....	49
4.3.2.	<i>Facteurs de départ des zones d'origine</i> .....	50
4.4.	Perceptions des migrations par les communautés autochtones ...	51
4.4.1.	<i>Perceptions de la normalité migratoire</i> .....	51
4.4.2.	<i>Perceptions de l'anomie migratoire</i> .....	52
4.5.	Zones d'installation et relations collaboration entre autochtones et allochtones et participation au pouvoir local.....	53
4.5.1.	<i>Zones d'installation</i> .....	53
4.5.2.	<i>Relations de coopération/collaboration entre communautés « autochtones » et « allochtones »</i> .....	54
4.5.3.	<i>Participation au pouvoir local</i> .....	55
4.6.	Conflits liés aux déplacements – installations dans les Provinces du Haut-Katanga et de Lualaba .....	57
4.6.1.	<i>Identification des conflits en lien direct avec les migrations, manifestations et acteurs</i> .....	57
4.6.2.	<i>Incidence des conflits liés aux migrations sur la cohésion sociale intercommunautaire</i> .....	62
4.7.	Propositions susceptibles de promouvoir la cohésion sociale, et la réconciliation entre les communautés dans les Provinces du Haut-Katanga et de Lualaba.....	64
4.7.1.	<i>Sur la gouvernance migratoire</i> .....	64
4.7.2.	<i>Sur l'intégration des déplacés</i> .....	65
4.7.3.	<i>Sur la transformation des conflits entre les communautés des déplacés et les communautés autochtones</i> .....	65
5.	Conclusion générale : recommandations pour la transformation des conflits dans les provinces du Haut-Katanga et de Lualaba.....	67

## Acronymes

FGD	: Focus group
GECAMINES/ GCM	: Société générale des carrières et des mines
IMF	: Institution de Microfinance
UDPS-Tshisekedi	: Union pour la Démocratie et le Progrès Social/ Aile Tshisekedi
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
RDC	: République Démocratique du Congo
RJTLU	: Rassemblement des Jeunes de toutes les tribus de Lualaba
UMHK	: Union minière du Haut-Katanga
UNADEF	: Union Nationale des Démocrates Fédéralistes

## Résumé exécutif

Cette étude sur les conflits récurrents et les dynamiques migratoires dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba a été menée entre Avril et Octobre 2022 et, a la particularité de saisir les conflits au niveau communautaire en lien avec les dynamiques globales dans leur actualité. L'étude a été commissionnée par Pole Institute, qui est une organisation non gouvernementale de droit congolais.

### I. Sur les dynamiques des conflits

L'étude a mis en exergue la multitude de conflits dans les deux provinces. Ces conflits s'imbriquent les uns dans les autres, à savoir des conflits d'appartenance communautaire, des conflits politiques et des conflits de nature économique. Au Katanga, les conflits sont multiples et ont des causes historiques liées aux flux migratoires occasionnés par le boom minier et la politique coloniale. Ces conflits communautaires, économiques et politiques sont situés au croisement de l'identité, des griefs politiques et de l'accès aux ressources économiques. La principale cause des conflits est le contrôle de l'espace politique et économique de la province. Si l'immigration des Kasaiens au Katanga apparaît comme l'un des facteurs de conflits, ce n'est qu'en 1957 que le premier conflit a apparu après des décennies de vagues migratoires successives. En outre, des témoignages recueillis démontrent que les relations entre différentes communautés durant la période précoloniale étaient cordiales et basées sur la collaboration.

Cette étude confirme la thèse selon laquelle les conflits dans le Haut-Katanga et le Lualaba font partie des stratégies des leaders politiques qui manipulent l'opinion publique et abusent de la carte communautaire pour asseoir leur autorité et s'enrichir de façon illégitime. Ces conflits sont donc politisés, car ils surgissent principalement lors de la conquête ou de la conservation du pouvoir politique. Les conflits sont alimentés par des perceptions souvent erronées, un sentiment de méfiance entre les populations originaires du Katanga et les populations originaires du Kasai. Cette étude a recueilli de nombreuses remarques et commentaires illustrant cette méfiance, voire cette haine qui existe entre les communautés.

La question de l'autochtonie est un prisme au travers duquel les conflits dans le Haut-Katanga et le Lualaba peuvent être analysés. Ils répondent à une

logique d'exclusion et d'appropriation abusive de l'histoire, souvent alimentée par des discours haineux menés par des politiciens visant à manipuler la carte ethnique afin d'asseoir leur autorité. Les identités Katangaises et Kasaiennes ont été forgées autour de la marginalisation socioéconomique des Katangais originaires, vécue comme la conséquence directe de la domination des Kasaiens non originaires, et de leur relation privilégiée avec l'administration coloniale. En dépit de la Constitution qui reconnaît la nationalité congolaise à tout individu se trouvant sur territoire congolais en 1960, les descendants du Kasaï se trouvant au Katanga avant l'arrivée du colonisateur, ainsi que ceux de l'ouvrier Kasaien du Katanga recruté depuis 1888, sont toujours considérés comme des étrangers.

La recherche a aussi dégagé une tendance, relativement nouvelle et inquiétante, sur la perception des leaders des associations culturelles et des ONGs dans la province qui ne joueraient pas leur rôle fédérateur ou de cohabitation pacifique, mais au contraire, joueraient un rôle manipulateur. Seule l'Eglise est considérée comme un vecteur de paix. Un autre aspect intéressant qui se dégage de l'étude est le rôle crucial joué par le contexte économique. Le contexte de pauvreté criante dont souffrirait essentiellement une communauté (les Katangais d'origine) est à la base des conflits. L'étude a aussi confirmé la conclusion tirée par de nombreuses recherches sur la latence des tensions. La cohabitation intercommunautaire est fragile, les mariages mixtes peu existants et la collaboration économique et sociale, quand elle existe de par le partage du même espace, concerne des Kasaiens établis depuis longtemps qui seraient donc plus à même d'être acceptés par les Katangais. Néanmoins, l'étude a également prouvé que les préjugés sont tenaces, les Kasaiens étant perçus comme des 'mangeurs de chien' et sont victimes de nombreuses violences, aussi bien verbales que physiques. A ce titre, l'étude a recueilli des cas de Kasaiens masquant leur identité afin d'éviter les persécutions et autres outrages dont ils sont victimes.

## **II. Sur les migrations et les conflits**

En ce qui concerne les dynamiques migratoires récentes et leur interaction avec le(s) conflit(s), l'étude a observé les points suivants. Les migrations actuelles sont perçues comme massives et concernent principalement les Kasaiens dont les mobiles sont essentiellement économiques vu le faible niveau de développement de leur province d'origine. Les migrations issues du Kivu et d'autres provinces en dehors de l'espace Kasaï sont plus tolérées parce



que motivées par l'insécurité ou la recherche d'emploi. Cependant, les communautés autochtones perçoivent ces migrations actuelles, surtout celles issues du Kasai, comme une menace à l'identité culturelle du Katanga et à l'autodétermination politique, économique et sociale des populations Katangaises, car les Kasaiens sont perçus comme étant nombreux et dominateurs (voire arrogants) surtout dans le domaine économique. Ces perceptions alimentent des attitudes de méfiance et des violences intercommunautaires qui déséquilibrent la cohésion sociale et le vivre ensemble. Comme exprimé plus haut, la conflictualité entre les identités territoriales katangaises et Kasaiennes s'exprime dans le champ politique (exclusion des allochtones) mais aussi dans le champ culturel (traditionalisme), et le champ économique (contrôle de l'accès à l'emploi). Il y a une forte résistance des communautés autochtones à l'inclusion politique et économique des Kasaiens considérés comme de « envahisseurs » au Katanga. Malgré leur présence numérique importante, les originaires du Kasai sont exclus dans la gouvernance locale à quelques exceptions près. Cette exclusion consciente est tolérée par les originaires du Kasai mais provoque des frustrations et un sentiment d'« étranger » voir de « rejet ». On a également observé que les communautés Katangaises de souche s'accrochent au pouvoir politique (ils contrôlent la plupart des postes importants au sein des instances politiques) pour contrecarrer la perception tenace que le pouvoir économique leur échappe, vu l'occupation (perçue comme 'domination') des postes économiques, surtout dans les grandes entreprises minières, par les Kasaiens.

En somme, des dynamiques globales des conflits analysés comme les conflits liés aux migrations, l'on peut constater une bipolarisation du champ social fondée sur des logiques identitaires dans les deux provinces. Les tendances au repli régionaliste, identitaire sous un fond de perception négative, sont dominantes et justifient la pérennisation des conflits entre les communautés. Toutefois, la conflictualité permanente n'est pas soutenue par toute la population. Une partie des répondants a exprimé le besoin de vivre dans la cohabitation pacifique.

Dans un tel contexte, il est crucial de briser ces perceptions et de lancer des politiques d'accès aux emplois accessibles à toutes les communautés. A ce titre, il est important que les autorités administratives et politiques, aussi bien provinciales que nationales, adoptent des politiques inclusives en ce qui concerne non seulement l'emploi mais aussi l'accès aux services, à la terre et à la fonction publique. Il importe également de bâtir la paix sur les différences.

L'approche de la transformation des conflits peut guider les efforts de la société civile et de l'Etat pour la réconciliation, la cohésion sociale et le vivre ensemble.

### **III. Recommandations**

Pour promouvoir le « vivre ensemble » et la réconciliation, les participants à l'étude, ont formulé les propositions suivantes :

#### **Par rapport à gouvernance migratoire**

1. Arrêter les migrations massives des Kasaiens vers le Haut - Katanga et le Lualaba ;
2. Recenser tous les nouveaux arrivés ;
3. Rapatrier les déplacés Kasaiens de trop et sans emploi dans leur province d'origine ;
4. Chasser tous les déplacés qui occupent anarchiquement les espaces miniers et les sites communautaires dans les zones rurales ;
5. Contrôler les nouveaux déplacés à l'arrivée et les orienter vers des sites sans conflits ;
6. Développer les infrastructures et les opportunités économiques dans les provinces du Kasai, et renforcer la sécurité dans les provinces du Kivu.

#### **Par rapport à l'intégration des déplacés**

Les répondants de toutes les communautés ont proposé les actions suivantes :

1. Sensibiliser les Kasaiens à respecter les cultures locales ;
2. Faire participer les Kasaiens dans la gouvernance locale dans les villes ;

#### **Par rapport à la transformation des conflits entre les communautés des déplacés et les communautés autochtones**

1. Sanctionner toutes les personnes qui incitent à la haine interethnique ;
2. Créer des structures de dialogue et médiation entre les communautés dans les quartiers et avenues ;
3. Organiser des activités culturelles avec toutes les communautés vivant au Katanga ;
4. Organiser des dialogues intercommunautaires

En ce qui concerne les recommandations principales, l'étude propose les pistes suivantes :

- Faire du lobby auprès de l'Etat pour :
  - Introduire un cours d'éducation civique dès la primaire ; faire des écoles responsables
  - Gérer les flux migratoires afin de les espacer et d'éviter les concentrations
  - Organiser une conférence sur la cohabitation pacifique : écouter attentivement les préoccupations des différentes communautés avant de proposer des solutions ; réunir les leaders d'opinion pour leur faire voir le fruit de la cohésion ; poser des affiches où on demande aux communautés de vivre ensemble
  - Interdire aux hommes politiques de tenir des discours qui incitent la population à la haine, sanctionner les contrevenants
  - Développer la province en stimulant la création d'emplois inclusifs :
  
- Conscientiser la population, organiser des ateliers sur le bien-être de la cohabitation communautaires.
- Restructurer le monde associatif afin qu'il devienne inclusif, mixte et encourage la collaboration inter communautaire.
- Créer des structures d'encadrement des jeunes désœuvrés, car ce sont eux les plus victimes de manipulation. A ce titre, les projets des ONGs doivent toucher toutes les couches et donc pratiquer l'inclusivité.
- Cultiver le sens du vivre ensemble, s'accepter, savoir vivre ensemble, se tolérer ; prêcher la tolérance, l'acceptation.
- Organiser des rencontres entre les leaders des différentes associations culturelles, créer des échanges
- Promouvoir la résilience ; c'est-à-dire savoir résister aux messages de haine et à l'influence néfaste des politiciens.

# 1. Introduction générale : mise en contexte et objectifs de l'étude

## 1.1. Contexte

Les migrations transfrontalières et transcontinentales, ainsi que leurs corollaires, ont longtemps dominé la littérature des sciences sociales, les politiques publiques internes et les préoccupations des Nations Unies. Depuis quelques décennies, les mouvements internes des populations pour des raisons diverses s'imposent comme de nouveaux phénomènes qui mobilisent les Etats et la société civile. En effet, la majorité des mouvements des populations se font à l'intérieur des frontières des pays ou des continents. Selon les statistiques du HCR, pour l'année 2019, sur 70,8 millions de personnes déracinées dans le monde, 41,3 millions (58,3%) sont des déplacés internes, 25,9 millions des réfugiés (36,58%) et 3,5 millions des demandeurs d'asile (0,049%). De plus, 80% des réfugiés vivent dans les pays voisins de leur lieu d'origine<sup>1</sup>. Une étude menée par l'OIM en RDC, qui a recensé 2 millions de personnes déplacées internes sur 9 provinces entre 2016 et 2018, montre que la grande majorité des PDI le sont à l'intérieur de leurs provinces d'origine<sup>2</sup>.

En République Démocratique du Congo, les migrations internes les plus anciennes remontent à l'époque coloniale. Le pouvoir colonial avait mis en place des politiques de déplacements planifiés au Congo-Belge principalement pour des objectifs économiques. Ces déplacements ont entraîné un certain mixage des communautés ethniques dans les entités d'exploitation économique. Outre les fondements politiques et économiques de ces migrations, il y a lieu de considérer les dimensions anthropologiques établissant le rapprochement culturel entre les Luba du Kasai et ceux de Katanga. Parlant de deux peuples, Jean Hiernaux (1964), souligne que de ce territoire [Katanga] a essaimé au Kasai une population qui continue à s'appeler Luba et parle une langue, le *tshiluba*, étroitement apparentée à celle des Luba du Katanga, le *kiluba*. En raison de l'importance démographique des Kasaiens au Katanga, note Sandrine Vienckel (2016), l'expression « non-originares »

---

<sup>1</sup>HCR, Aperçu statistique, <https://www.unhcr.org/fr/apercu-statistique.html>

<sup>2</sup>DTM, Matrice de suivi des déplacements en RDC,

[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DTM\\_MT\\_DRC\\_all%20FR%20R2\\_130\\_219.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DTM_MT_DRC_all%20FR%20R2_130_219.pdf)

équivalait de fait aux Kasaiens. Les « originaires » se définissent, eux, par rapport à leur identité ethnique (Baluba, Lunda, Tshokwe, Basanga...). Ils sont – ou se revendiquent comme tels – les membres des ethnies installées sur le territoire du Katanga antérieurement aux « non originaires », qui sont arrivés pendant la période coloniale ou plus récemment.

Les migrations observées dans les trois dernières décennies sont dans la continuité des anciens mouvements planifiés ou volontaires. Elles sont caractérisées par des cycles de conflits violents. Les dynamiques des conflits et leurs conséquences sont liées aux contextes politiques, économiques et sociaux. Comme on le verra dans cette étude, les enjeux politiques et économiques déterminent ces dynamiques des conflits, notamment les élections, l'accès au pouvoir local et l'exploitation des mines. En termes de conséquences, outre les expulsions des Kasaiens les années 1990, on note l'effritement de la cohésion sociale entre les communautés venues du Kasai et celles du Haut-Katanga.

L'étude se propose, d'une part, d'analyser les dynamiques globales des conflits ainsi que les dynamiques des conflits liées à la mobilité des populations dans les provinces du Haut-Katanga et de Lualaba, et d'autre part, de proposer des pistes opérationnelles de cohabitation pacifique entre les communautés dans les deux provinces à travers des mécanismes de transformation des conflits.

## 1.2. Objectifs

### 1.2.1. Objectif général

Faire une analyse systémique des dynamiques globales qui déterminent les conflits et des dynamiques spécifiques des conflits liées aux migrations internes dans les Provinces du Haut-Katanga et de Lualaba.

### 1.2.2. Objectifs spécifiques

#### A. Pour les dynamiques globales des conflits

- Identifier les conflits récurrents entre les communautés locales et les communautés allochtones dans les Provinces du Haut-Katanga et de Lualaba ;
- Identifier les causes, facteurs et évènements déclencheurs des conflits et leurs liens systémiques avec les conflits entre les communautés locales et les communautés allochtones dans les Provinces du Haut-Katanga et de Lualaba ;
- Identifier les acteurs des conflits, leurs positions et leurs motivations ;
- Déterminer les manifestations et les conséquences des conflits entre les communautés locales et les communautés allochtones dans les Provinces du Haut-Katanga et de Lualaba.

#### B. Pour les dynamiques des conflits liés aux migrations internes

- Déterminer les facteurs des migrations des populations du Kasai dans les Provinces du Haut-Katanga et de Lualaba ainsi que les contextes et les enjeux qui les sous-tendent ;
- Définir les perceptions locales du déplacement-installation des populations issues du Kasai dans les Province du Haut-Katanga et de Lualaba ;
- Identifier les conflits intercommunautaires liés à ce déplacement-installation ainsi que leurs conséquences sur la cohabitation pacifique entre les communautés ;
- Documenter les dynamiques d'intégration des nouveaux arrivés dans les structures locales de gestion du pouvoir. Dans les endroits où les nouveaux arrivés sont (ou deviennent) majoritaires de facto, comment les structures du pouvoir local se mettent en place ? Comment se fait leur gestion au quotidien ? Qui décide quoi et où ? Quelle coopération ou non coopération des nouveaux arrivés ?

- Analyser les dynamiques de compétition et conflit autour des ressources entre les nouveaux arrivés et les communautés d'accueil. Et les conflits latents possibles. Notamment le type de rapport à la terre entre nouveaux et anciens et les conflits latents ou ouverts y relatifs ;
- Identifier les apports positifs que les nouveaux arrivés amènent avec eux et comment en faire un facteur connecte ;
- Proposer des mécanismes institutionnels et de transformation des conflits pour promouvoir la paix durable et la cohabitation pacifique entre les communautés locales et allochtones.

## 2. Méthodologie

### 2.1. Choix de l'approche et justification

La recherche sur les dynamiques des conflits peut à la fois combiner les approches qualitative et quantitative. Pour la présente étude, le choix est d'avantage porté sur l'approche qualitative. En effet les relations conflictuelles entre les communautés sont à la fois fondées sur les perceptions, les représentations, les significations/ interprétations, les intérêts symboliques et matériels des acteurs selon des contextes historiques et environnementaux divers. Au travers une analyse de contenu, il est donc possible de relever la complexité des dynamiques des conflits observés dans les Provinces du Haut-Katanga et de Lualaba. Cette approche est soutenue par la sélection des données secondaires par la revue documentaire et la collecte des données primaires par l'enquête.

En ce qui concerne les données secondaires, l'équipe a effectué une revue documentaire exhaustive et diversifiée afin de parcourir un large éventail de documents publiés et la littérature grise, en particulier les programmes et les rapports officiels sur la question des migrations internes ainsi que les rapports émanant de diverses organisations locales et internationales sur la RDC, sur les zones sous étude.

En ce qui concerne les données primaires, on a pratiqué l'observation et on a mené des entretiens individuels et de groupes, avec des populations diverses (voit ci-dessous). Les entretiens et focus ont permis de recueillir des données sur les aspects spécifiques et fondamentaux de l'étude (espace, manifestations des conflits, causes des conflits, facteurs et trajectoires migratoires, les enjeux, les conséquences des conflits, les formes de sociabilités, etc.). Voir ci-dessous pour plus d'information.

### 2.2. Revue synthétique de la littérature

Des études conduites sur les conflits dans le Katanga (Bakajika, 1997; Kennes, 2001; Dibwe, 2006, 2007; HRW, 1993) se dégagent les caractéristiques suivantes. Tout d'abord, il s'agirait d'une série de conflits qui émaille l'histoire de cette région et dont les origines sont à la fois profondes et conjoncturelles (Dibwe, 2006, 2007). En effet, de nombreuses recherches évoquent un vieux conflit intercommunautaire datant des périodes coloniale et postcoloniale de la RDC. Ces conflits ont débouché sur des violences cycliques entraînant la



destruction des infrastructures (habitations, biens), la mort d'êtres humains et le refoulement des personnes vers leur région d'origine.

Nombre d'auteurs s'accordent sur le fait que la principale cause de ce conflit est le contrôle de l'espace politique et économique de la province. Si l'immigration des Kasaiens au Katanga (comme on le verra ci-dessous) apparaît comme l'un des facteurs principaux à l'origine de ces conflits (Dibwe, 2006, 2007; Vinckel, 2015), on se doit de signaler qu'entre le recrutement de la main d'œuvre kasaienne venue travailler dans les mines du Sud de l'EIC, en 1888, et les premières élections municipales de 1957, soit 79 ans, il n'y a eu aucun conflit majeur entre les deux groupes, c'est à dire les Katangais 'd'origine' et les 'immigrés Kasaiens'. Ce n'est qu'en 1957 que le premier conflit a apparue. Il semblerait que ces conflits soient politisés car ils surgissent principalement lors de la conquête ou de la conservation du pouvoir politique. Comme évoqué précédemment, les conflits sont des phénomènes cycliques dont l'origine est les échéances électorales.

### **Bref aperçu historique des principaux conflits**

Le 'premier' conflit, qui a éclaté lors des élections de 1957, était principalement dû au fait que les maires d'Elisabethville étaient d'origine kasaienne (principalement des Balubas et Basongye). Ce qui a suscité des confrontations avec les originaires du Katanga. Le deuxième conflit de 1961-63 a opposé des indépendantistes aux nationalistes et a donné lieu à un premier pogrom alimenté par le premier ministre de l'Intérieur du Katanga sécessionniste, M. Godefroid Munongo Msiri. Ce dernier visait des personnes appartenant aux groupes ethniques des Balubakat ainsi que des groupes ethniques d'origines kasaiennes qui soutenaient Lumumba. Le troisième conflit qui date des années 1992-1993 a été encore une fois attisé par des politiciens katangais, sous l'instigation du régime finissant du Président Mobutu. Cette deuxième épuration ethnique, a été menée par le Premier ministre de l'époque du Zaïre, M. Jean Nguz A Karl -i-Bond et le gouverneur du Shaba, M. Gabriel Kyungu wa Kumwanza, contre des personnes appartenant aux groupes ethniques d'origine kasaienne, supposées soutenir Etienne Tshisekedi, lui-même originaire du Kasai. Plus de 100.000 personnes y auraient trouvé la mort, et 800.000 personnes ont été forcées de quitter leur résidence. La crise actuelle de 2022 s'articule autour des élections en vue, en 2023. Le Président au pouvoir à Kinshasa, Felix Tshisekedi appartient au groupe ethnique des Balubas

d'origine kasaïenne. Il a remplacé le Président Kabila qui ambitionne de revenir à la Présidence et, appartient au groupe ethnique des Balubas du Katanga. Comme on le verra ci-dessous, pour certains auteurs, le conflit est moins ethnique mais plutôt « inter provincial et ont pour base la gestion des espaces économiques et politiques et la création d'une bourgeoisie katangaise. Le pouvoir politique en place a procédé à la fois à la dékasaïnisation et à la katangaïsation des postes de responsabilités dans tous les domaines de la vie quotidienne » (Dibwe, 2007, p.10).

### **Causes de ces conflits**

Dans la littérature, les flux migratoires apparaissent comme une manifestation des conflits, même si on se doit de préciser que les avis diffèrent quant à la définition de ces causes comme cause directe, ou conséquence des conflits dont les causes se trouveraient ailleurs. Néanmoins, il apparaît clairement que les mouvements de population liés à la pression démographique sont une source de tensions inévitables mais ne constituent pas en tant que tel la source principale des conflits. Cette pression démographique, qui est non seulement la conséquence du boom minier katangais mais aussi la cause de la pression sur les infrastructures, les terres, l'espace économique et politique du Katanga représente une manifestation incontournable des conflits. Les flux migratoires qui en découlent répondent aux logiques de 'push' et 'pull'. Le Kasai est considéré comme une terre 'pauvre' avec peu d'opportunités économiques comparé à l'abondance (et l'attrait des mines) du Katanga. La pauvreté démographique du Katanga, conjuguée avec l'abondance de richesse à la base de l'industrialisation constituent les moteurs des flux migratoires des Kasaiens vers le Katanga.

Du point de vue historique, les "premiers flux migratoires" des Kasaiens liés à l'exploitation minière remontent à la période située entre 1888 et 1910, vers ce qui était appelé à l'époque L'État Indépendant du Congo (EIC), flux qui sont à l'origine de la création Lubumbashi (Elisabethville) où la première usine de traitement du cuivre fut érigée (Dibwe, 2006 ; Vinckel, 2015). Ces mouvements de population, forcés par les colons Européens, débouchèrent sur l'expulsion des populations Balamba qui peuplaient ces lieux. Tout comme le premier, les deuxièmes grands flux migratoires ont acheminé des Kasaiens de force dans les mines de Kolwezi. Les descendants de travailleurs recrutés par l'Union minière du Haut-Katanga sont passés de 9,7% des recrutements en 1943 à 38% en 1954, ce qui est significatif. A ce titre, la

politique minière encourageait les migrants à s'installer au Katanga en apportant des aides à la construction des maisons dans des centres extra-coutumiers. Disposer d'une main d'œuvre abondante était la priorité première des colons. Ce qui a contribué à l'implantation de forts contingents deS 'Kasaïens' au Katanga, en particulier dans les villes industrielles. Cette implantation s'est accompagnée d'une croissance progressive de leur pouvoir politique comme en témoignent les élections de 1957 où des citoyens d'origine Kasaïenne furent élus à la tête de 4 communes d'Elisabethville.

Néanmoins, on se doit d'ajouter à ces flux migratoires une redistribution du territoire administratif par les colons comme source de confusion. En 1908, lors de la colonisation belge, le Congo n'avait que quatre provinces : le Katanga, la Province orientale, l'Équateur et le Congo-Kasaï. Le district le plus peuplé (Lomami), qui faisait alors partie du Katanga, a fourni le gros de la main d'œuvre pour les mines du Haut-Katanga, considéré comme sous-peuplé. Certains territoires originellement katangais furent rattachés à la province du Kasaï à sa création en 1933. Ceci explique qu'une partie de ceux considérés comme « Kasaïens » au Katanga sont en réalité des descendants d'anciens Katangais. L'arrivée, puis l'ancrage de ces communautés issues du Katanga, leur position aux seins des entreprises minières, leur contribution à l'industrialisation de la province, leur poids démographique et économique ('l'hégémonie kasaïenne dans les centres industriels katangais' (Dibwe, 2007, p. 15) s'est au fur et à mesure traduit en une participation effective à la vie politique, et à un pouvoir politique qui a suscité une certaine jalousie des communautés 'hôtes'.

Les conflits sont donc alimentés par des perceptions souvent erronées, un sentiment de méfiance entre les populations originaires du Katanga et les populations originaires du Kasaï. Par exemple, pour illustrer les préjugés et la méfiance qui règne entre ces deux groupes, certains auteurs évoquent l'opinion commune Katangaise selon laquelle les Kasaïens ne s'intégreraient pas. Ces derniers ont été décrétés non Katangais (1961) puis non Shabiens (1992) par les autorités locales et chassés de leurs lieux de naissance et de résidence par les autochtones (Bakajiba, 1997). Ces 'préjugés' ont été également nourris par les Européens comme rapporté par un colon (Dibwe, 2007) « mon expérience personnelle au Katanga est que les Kasaïens sont souvent les meilleurs, les plus dynamiques. Mais ils ont tendance à écraser les autres ». Ces propos illustrent la ténacité des préjugés, qui eux-mêmes

alimentent la méfiance, la jalousie, ainsi que la non-reconnaissance de l'autre, voir sa diabolisation. Cette dernière a été observée lors de la sécession Katangaise, lors de laquelle une chasse à l'homme contre les Kasaiens fut organisée et qui, aboutit à la création, en 1961, d'un camp, protégé par l'ONU, qui abritait de 50.000 à 100.000 personnes.

### **La carte identitaire :**

Comme précisé ci-dessus, de nombreuses études montrent que le conflit n'est pas fondamentalement un conflit 'ethnique' au sens propre du terme, mais plutôt un conflit 'provincial', vu le nombre important de communautés 'ethniques' du Kasai présentes au Katanga, notamment les Luba Kasai, les Songye, les Tetela, les Kanyoka (originaires du Kasai oriental) et les Luluwa, les Kuba, les Salampasu, et les Kete, (originaires du Kasai occidental). L'amalgame est souvent fait entre les 'Kasaiens' et les 'Lubas', même si tous les migrants originaires du Kasai vivant au Katanga ne sont pas des Lubas (et certains auteurs de pogroms anti Kasaiens de 1992 étaient eux-mêmes Lubas). Hormis les Lubas, qui constituent la majorité des Kasaiens migrants, les autres principaux groupes du Kasai évoluant au Katanga sont les Songyé. En outre, de nombreuses études prouvent que les dissensions 'autochtones' et 'étrangers' font partie « d'une configuration politico-ethnique triangulaire » (Dibwe, 2006). En effet, trois groupes dominent le paysage "ethnique" du Katanga. Les Luba du Katanga (ou Luba Shankadi ou Balubakat) représentent entre 50 et 60 % de la population katangaise. Puis on trouve les Luba du Kasai et le troisième groupe est constitué de populations autochtones du Haut-Katanga et comprend plusieurs ethnies (dont les Lundas sont majoritaires).

Il convient de préciser que si les deux concepts de Kasaien et de Luba, l'un territorial, l'autre ethnique, se chevauchent, ils ne se confondent pas (Pourtier, 1998). Néanmoins, dans l'imaginaire collectif dont les politiciens abusent pour manipuler les masses, les Kasaiens, et plus spécialement les Lubas, suscitent des émotions fortes. Comme écrit précédemment, on les considéra comme privilégiés de l'administration coloniale, des Églises, du commerce, certains auteurs précisant que « le Muluba était admiré et envié parce qu'il avait admirablement réussi son intégration dans la modernité » (Ndaywel, 1997 : 467). La plupart des études confirment le phénomène d'ostracisation des Kasaiens, regroupés essentiellement dans les villes minières et ferroviaires. Ces derniers sont considérés comme des étrangers "permanents" à la région,

malgré leur implantation depuis plusieurs générations au Katanga. Parler le swahili, et non plus le tshiluba, langue plus souvent pratiquée au Katanga par les Lubas, ne suffit pas à briser les préjugés (Pourtier, 1998).

Historiquement, les populations Lubas ont évolué d'Est en Ouest, des régions du Lualaba, où se trouvait leur royaume au 17<sup>e</sup> siècle, vers le bassin du Kasai. En outre, les régions attachées au Lualaba subirent les incursions des esclavagistes arabes, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, ce qui a entraîné un certain déracinement des populations Luba. Cette 'mobilité' ancestrale a été mise à profit par l'administration coloniale, comme on l'a vu précédemment. En effet, dans ses efforts de mise en valeur et de développement de l'économie minière au Katanga, l'administration a orchestré les migrations de travail qui réorientèrent les déplacements luba vers l'Est, vu le sous-peuplement des zones minières à l'époque. Certaines études font allusion au manque d'intérêt des 'autochtones' à travailler dans l'industrie minière (Dibwe, 2007) ce qui a renforcé la volonté des autorités coloniales de privilégier le recrutement d'ouvriers étrangers à la région, qui seraient plus faciles à contrôler que des autochtones soumis aux autorités coutumières (Pourtier, 1998). Si leur mobilité géographique leur a permis de jouir d'une certaine réussite sociale, les Kasaiens ont suscité jalousie et rancœur. Cette réussite a alimenté la conscience 'tribale' des soi-disant exclus et a exaspéré les tensions ethniques. Comme observé ci-dessus, on a reproché aux Kasaiens, d'abord d'avoir été les collaborateurs des colons et bénéficiaires de la colonisation, et d'avoir accaparé le pouvoir économique, dans l'entreprise symbole du Katanga, la Gécamines, héritière de l'UMHK. A ce titre, Vinckel (2006, p. 44) ajoute que « les identités katangaise et kasaienne se sont construites en tant qu'identités antagonistes autour des relations de travail au sein de l'Union minière du Haut-Katanga ». Aussi considéré comme 'juifs du Congo', les Kasaiens sont également accusés « d'être un facteur de spoliation, d'exploitation, de marginalisation des originaires du Katanga et, partant, du sous-développement de la province. (Dibwe, 2006, p. 118) »

Enfin, Dibwe (2006) estime que le problème identitaire trouve son origine dans l'organisation administrative imposée par les autorités coloniales. Cette reconstruction du territoire en entités politico-juridiques a institué un livret d'identité indiquant la province, le territoire, la chefferie, la tribu et le groupement d'origine de chaque citoyen. Comme précisé par Dibwe (2006, p. 117) « ces identités régionales, d'abord inconnues, négligées ou non

considérées par des populations autochtones, trouvèrent plus tard leur champ d'émergence, d'intériorisation et d'application dans les centres urbains, espaces multiculturels et foyers d'enjeux divers. Des associations tribales ou ethniques ou régionales apolitiques virent le jour, avivant les nouvelles identités. »

### **Réconciliation – facteurs de paix**

Dibwe (2006) s'épanche sur des efforts et des dynamiques de réconciliation entre Lubas Katangais et Lubas Kasaiens afin d'harmoniser leurs rapports avant que ne débute la période électorale. Lors de la CNS en 1991, une commission d'enquête avait déjà identifié les causes principales (lointaines et immédiates) du conflit et posé les jalons d'une réconciliation (qui reposait en fait sur des sanctions contre les autorités katangaises sécessionnistes). La visite de Mobutu en 1992 a aussi été vue comme une opportunité de paix en ce sens que le "père de la nation congolaise" a rendu visite aux autorités du Katanga ainsi qu'aux leaders des associations de Kasaiens vivant au Katanga. Sa prise de position sur la façon de régler le conflit n'a pas porté ses fruits car sa vision du problème était le manque d'intégration des Kasaiens dans l'environnement Katangais qui requérait un changement de comportement de la part des Kasaiens. Comme l'écrit Dibwe (2006, p. 124) la « réconciliation (selon Mobutu) n'était possible qu'en cas de rejet ou d'oubli par les originaires du Kasai de leur identité kasaïenne et d'adoption de l'identité katangaise ». En 2002, le de Marché Marlinza (à Likasi), qui avait été le théâtre d'affrontements de 1992 a été détruit car il symbolisait les violences intercommunautaires. En 2003, le marché central de Kikula fut débaptisé et appelé « Le Marché de la Paix ». Cette réconciliation semblerait avoir eu un impact positif sur le plan social, économique et culturel dans la ville de Likasi car les deux communautés ont vendu sur le même marché, ce qui crée des liens économiques mais aussi culturels (Dibwe, 2006). Certaines ONGs, comme la Solidarité katangaise, l'Association des Faiseurs de Paix (Vinckel, 2006) sont également reconnues comme vecteurs de paix car elles prônent le rapprochement.

Dans le même ordre d'idées, un espace de négociations et de réconciliation a été créé en décembre 2005, sous la présidence du gouverneur de la province du Katanga. Ces espaces de médiation devaient inciter les communautés « à demander pardon, à se pardonner, à oublier le passé, à définir concrètement les concepts 'd'intégration' et de participation des originaires du Kasai à la

gestion de la *res publica* katangaise – tout cela dans le but de construire une nouvelle société régie par des rapports d'équité, de justice et de respect mutuel » (Dibwe, 2006, p. 119). Vinckel (2006, p. 41) a également étudié certains efforts de réconciliation 'par le bas' mettant l'accent sur les théories « de l'interaction quotidienne et des pratiques de coexistence fondée sur l'évitement, le silence et les non-dits » et a observé le phénomène suivant. Si après les violences du début des années 1990, les Katangais et les Kasaiens interagissaient au quotidien de façon non violente (surtout à Likasi dans le cadre du marché) et coexistaient pacifiquement dans leurs communautés, le conflit était essentiellement « endormi ». Comme on l'a montré précédemment, les périodes électorales, précurseurs de reconfiguration politique potentielle, alimentent des tensions qui peuvent déboucher sur la violence. En 2011, par exemple, les interactions étaient beaucoup plus marquées par des références aux violences passées, ce qui confirme la thèse de l'exploitation politique et la manipulation ethnique lors de processus d'accès au pouvoir, période de tension et de regain de mythes, de polarisation et de simplification identitaire. Cette manipulation est aussi pratiquée dans des contextes de crise (telle la crise économique et financière de 2008) où un climat d'incertitude naît, propice à la cristallisation et à la polarisation des identités (Vinckel, 2006).

Enfin, briser les messages produits et véhiculés par les médias identitaires reprenant les slogans des partis politiques eux-mêmes menant une politique dite tribale, font partie des enjeux et des pistes de travail soulignées par de nombreux auteurs (Dibwe, 2007). En outre, il sera impératif d'impliquer les chefs coutumiers afin que le changement de mentalités et de perception soit ancré dans les mœurs et validé par toutes les autorités, aussi bien coutumières, qu'administratives.

### **2.3. Zones d'étude et populations cibles**

De manière générale, l'étude a été menée dans deux Provinces, à savoir le Haut-Katanga et le Lualaba. De manière spécifique, les recherches empiriques ont été menées essentiellement dans les villes de Lubumbashi pour la Province du Haut-Katanga et dans la ville de Kolwezi pour la Province de Lualaba. Les personnes ressources ont été ciblées dans des agglomérations urbaines et autour de certains sites miniers les plus proches. Les villes de Lubumbashi et de Kolwezi sont non seulement des espaces de grandes migrations kasaïennes et autres groupes ethniques mais aussi, elles constituent des champs

géographiques de conflictualité fondée sur l'identité, l'accès aux ressources minières et au foncier.

Cette étude concerne les populations des Provinces du Haut-Katanga et de Lualaba. D'une manière particulière, elle s'intéresse davantage aux communautés locales et autochtones du Kasai des villes de Lubumbashi et de Kolwezi. Du point de vue méthodologique, les cibles suivantes ont été contactées pour la collecte des données :

- Les déplacés-installés venus du Kasai ;
- Les membres des communautés autochtones ;
- Les autorités provinciales (Gouvernement et Assemblée provinciaux) ;
- Les autorités locales (administration et chefs traditionnels) ;
- Les églises et ONGs locales, nationales et internationales ;
- Les experts locaux ;
- Les membres du monde académique ;
- Les associations de jeunes ;
- Les associations de femmes.

## 2.4. Collecte des données

### ***L'observation***

Elle a consisté à voir *in situ* les réalités de la cohabitation entre les communautés autochtones et allochtones, spécialement et sans être exhaustif les aspects suivants : répartition sur le territoire, habitats, infrastructures disponibles, exploitation des ressources, agriculture, marchés, etc. Des photos typiques dans chaque situation ont été prises pour illustrer les différents aspects évoqués.

### ***Entretiens individuels***

En tout, 89 entretiens semi-structurés ont été organisés avec les groupes cibles. Pour faciliter le processus, des guides d'entretien sous forme de questionnaires ont été élaborés. Les questions étaient les plus claires et courtes possibles pour éviter des confusions d'interprétation de la part des répondants et permettre une analyse rapide des données et éviter des biais. On a élaboré un questionnaire principal dans lequel des questions "génériques" ont été posées à chaque groupe de répondants afin de donner la possibilité à chaque groupe



de présenter sa/ses perspectives du/des conflit(s). En même temps, dans ce même questionnaire, certaines sections étaient dédiées à chaque groupe d'intervenants. Cela a permis de trianguler. Chaque groupe cible d'intervenants a ainsi été exposé à des questions communes (ce qui a facilité la triangulation) et en même temps avait des questions propres à son groupe.

Dans chaque zone d'étude de Lubumbashi, 45 entretiens individuels ont été organisés avec 7 autorités locales et élus provinciaux, 6 représentants des ONGs et du cadre de concertation de la société civile, 8 représentants des jeunes, 4 leaders de confessions religieuses, 4 leaders des associations socioculturelles, 5 leaders des associations féminines, 5 leaders communautaires, 3 représentants des opérateurs économiques, 4 représentants des professions libérales (avocats, médecins). Par contre, dans la zone d'étude de Kolwezi, les entretiens semi-structurés ont touché 46 enquêtés clés dont 7 autorités locales et élus provinciaux, 4 représentants des ONGs et du cadre de concertation de la société civile, 8 représentants des jeunes, 4 leaders de confessions religieuses, 4 leaders des associations socioculturelles, 4 leaders des associations féminines, 9 leaders communautaires, 3 représentants des opérateurs économiques, 3 représentants des professions libérales (avocats, médecins).

Ces différences du nombre par catégorie sont justifiées par l'accessibilité et le consentement de participation à l'étude par les enquêtés. A Lubumbashi, les entretiens individuels ont été organisés du 27 juillet au 03 août 2022 et le 13 août pour quelques entretiens résiduels. A Kolwezi, les entretiens individuels ont eu lieu du 06-11 août 2022.

### ***Focus groups et guide des focus groups***

En plus de ces entretiens individuels, il a été organisé dans chaque zone en tout six focus group d'un total de 24 jeunes et 24 adultes, soit un maximum de 96 participants pour les deux zones d'études. Pour chaque catégorie (jeune ou adulte), les principes d'exclusivité et de parité ainsi que les critères de diversité ethnique et d'activités socioprofessionnelles ont été rigoureusement observés. Ainsi, selon le critère de représentation ethnique, il a été organisé dans chaque zone un focus group quatre focus group homogènes (1 avec des jeunes katangais ; 1 avec des jeunes kasaiens ; 1 avec des adultes katangais et 1 avec des adultes kasaiens) et 2 focus group mixtes, c'est-à-dire composés de

répondants d'origines culturelles et provinciales diverses (1 focus group mixte jeunes et 1 focus group mixte adultes).

Un guide pour l'animation des focus group a été élaboré pour animer les débats des groupes. Les discussions de groupe représentent une façon pertinente d'obtenir des informations cruciales en un temps relativement court, ainsi que d'observer la dynamique des groupes. Les discussions de groupes permettent également de faire le lien avec les informations glanées au niveau individuel durant les entretiens semi-structurés. Quand cela a été permis, un enregistreur vocal a été utilisé pour permettre de capter la totalité des interventions. Par la suite, ces enregistrements ont été retranscrits et traduits pour analyse.

Pour la collecte des données, 5 personnes (un point focal et quatre enquêteurs) ont été recrutées dans chaque zone pour appuyer les entretiens individuels et de groupe. Les focus group ont été organisés du 29 juillet au 02 août 2022 à Lubumbashi et du 09 au 11 août 2022 à Kolwezi.

## **2.5. Analyse des données**

Les informations issues de la collecte des données ont été conservées sous forme de notes saisies et de photos. Elles ont été examinées au moyen de l'analyse de contenu pour laquelle le protocole suivant a été appliqué : le dépouillement, la catégorisation, la détermination des variables et indicateurs clés, la syntaxe par rapport au contexte.

Cette étape a permis de dégager les principaux résultats par rapport aux objectifs de l'étude. Comme les entretiens ont été codifiés par type d'intervenants, on a pu dégager les tendances et perspectives quant au conflit par groupe d'intervenants afin de maximiser l'objectivité de l'étude.

### 3. Dynamiques générales des conflits dans les provinces du Haut-Katanga et de Lualaba

#### 3.1. Conflits récurrents entre les communautés : profil et enjeux

Globalement, une majorité écrasante des participants à l'étude, quelle que soit leur origine ou leur fonction, confirme la vision selon laquelle il n'existe pas un conflit au Katanga, mais de nombreux conflits qui s'imbriquent les uns dans les autres et s'influencent mutuellement. L'observation relève les conflits dans les deux provinces. La première catégorie de conflits concerne les conflits soi-disant 'tribalo' ethniques (énoncé par la quasi-totalité des répondants), c'est-à-dire les conflits à consonnance communautaire. Ces conflits sont également décrits comme des « *conflits entre Kasaiens et Katangais* », ou « *conflits entre le Katanga du Sud et le Katanga du Nord* », ou encore *conflits Twa-Bantou* (ces derniers étant mentionnés plus rarement<sup>3</sup>). Ces conflits peuvent être considérés comme des conflits d'appartenance (appartenance à une région d'origine, ou à une communauté spécifique) et opposent deux groupes ou communautés. Les conflits de type politique ont été ensuite évoqués. Ce type de conflits a principalement trait au contrôle des ressources, au pouvoir et à l'influence. A ces conflits de type politique se greffent des conflits économiques sur l'accès aux carrés miniers et aux revenus miniers, l'accès à la terre et aux emplois dans les grandes entreprises minières. Ces conflits "communautaires", "politiques" et "économiques" sont intimement liés car une communauté (les Katangais soi-disant de souche) se sent opprimée par une autre communauté (migrants originaires du Kasai) perçue comme ayant le contrôle sur et accès aux ressources économiques. Ce sentiment d'être dominé par une autre communauté issue de l'immigration est le narratif principal qui sous-tend les conflits dans les deux provinces. Outre ces conflits, les autres conflits évoqués (dans une moindre mesure) étaient les conflits inter religieux, les conflits inter personnels, les conflits dans les foyers, les conflits des motards et les conflits de génération. Cette étude met l'accent sur les conflits de type politique, économique et "ethnique-communautaire" tout en étant conscient que ces conflits ont des répercussions au niveau inter personnel et dans les foyers.

---

<sup>3</sup> Ce conflit retiendra moins d'attention car il n'est pas spécifique au Katanga, mais est présent dans de nombreuses provinces de la RDC

Plus en détail, l'étude révèle que plus de 80% des répondants ont utilisé le terme « *dominant* » ce qui confirme le sentiment d'un groupe (les Katangais d'origine, ou les autochtones) d'être "envahi" et "dominé" par une population (les Kasaiens ou allochtones) qui viennent « *s'approprier la province et imposer leur culture* ». Ce narratif très explosif et vécu de façon viscérale constitue la trame principale des conflits du Katanga et a été partagé par une grande majorité des interviewés quel que soit leur origine. Par exemple, un leader religieux a indiqué que « *le conflit tourne autour de la sous-estimation des autochtones par les allochtones. Les allochtones ignorent les autochtones* », ou bien, « *ils ne respectent pas nos usages.* » Ce sentiment d'être marginalisée 'chez soi', ou encore d'infériorité numérique mais aussi en termes d'accès aux ressources est très présent chez une majorité écrasante des interviewés. Une dimension importante des conflits est donc liée à une perception de supériorité perçue d'une communauté vis-à-vis de l'autre. C'est comme l'illustre les propos de cet informateur katangais : « *les communautés allochtones veulent occuper tous les postes stratégiques et prendre le monopole économique de la province. Sur le plan socio-culturel, ils veulent faire régner leur culture qui est pourtant médiocre. Or la culture katangaise est courtoise et hospitalière, mais colérique si vous traversez les limites.* » Cette citation illustre parfaitement le lien étroit qui existe entre la dimension communautaire et politico-économique du conflit, lien qui a été documenté dans de nombreuses études évoquant le conflit du Katanga comme un conflit sur le contrôle de l'espace politico-économique de la province (Dibwe, 2006, 2007 ; Vinckel, 2015).

Ces conflits sont liés à l'immigration perçue comme « *envahissante* » par une grande majorité des répondants. Cette perception alimente le « *mécontentement des Katangais liés au comportement de nos frères Kasaiens* » (les termes 'mécontentement' ainsi que 'frères' sont à ce titre révélateurs car étant exprimés par des personnes Katangaises, ce qui tendrait à montrer que, pour certains répondants Katangais, 'l'autre' n'est pas démonisé), « *l'incompréhension* » (terme utilisé par 72% de répondants), ou « *l'intolérance* » (terme utilisé par 55% des répondants). Cette migration est perçue par beaucoup comme l'une des sources du conflit, comme en témoigne cette citation qu'« *arrivée en masse des allochtones à la recherche du bonheur, cela crée la surpopulation et, rend la vie difficile.* » Comme on le verra ci-dessous, on peut donc parler d'une tradition de conflits opposant deux groupes, les Kasaiens et les Katangais, dont l'un bénéficierait d'une position

économique et sociale avantageuse bien qu'il ne soit pas originaire de la région.

Un autre aspect primordial sur lequel cette étude s'est penchée est la manipulation politique. En effet, il s'avère que durant les périodes électorales, certains acteurs politiques exploitent la carte "ethnique" à des fins personnelles, comme cela a été démontré dans de nombreuses études (Vinckel, 2006). Certains évoquent un conflit latent qui s'ouvre souvent en période électorale. Comme l'a indiqué un répondant, « *on peut parler d'une accalmie de l'hypocrisie mais attendons voir lorsque nous serons à la veille des élections pour voir si les actions menées par les uns et les autres produiront des fruits attendus* » ou encore, « *les conflits continuent, on cherche à les étouffer mais ils sont là.* » Enfin si ce conflit a des racines historiques liées à la colonisation et aux mouvements migratoires, certains répondants étaient d'avis que la dimension économique était par ailleurs prépondérante. Comme l'a exprimé l'un d'eux, « *si chacun pouvait avoir de quoi manger et se vêtir comme il faut, il n'y aurait pas de conflit. C'est un conflit mal géré, qui revient et est lié au manque d'accès aux ressources* ». Bon nombre de répondants (près de 35%) ont déclaré que le chômage et le désœuvrement de la jeunesse étaient des vecteurs de conflit. Comme on peut le lire à travers cette citation « *le contexte est très chaud parce que les gens ne sont pas du tout occupés par le travail.* » Ce manque des perspectives pour une communauté conjugué avec l'affiliation au pouvoir économique de l'autre communauté est un narratif du conflit souvent évoqué par de nombreuses couches de répondants. Cette affiliation apporte des privilèges jugés illégitimes et non mérités.

Ce conflit est aussi attisé par le boom minier qui reflète les enjeux économiques énormes et suscite de nombreux appétits. Concernant le boom minier, un répondant a indiqué que le conflit s'est envenimé « *depuis 2014 lors de la découverte du quartier Kasulu comme zone minière communément appelé WELENGA.* » Comme évoqué par un répondant, « *l'économie est apparemment prospère, mais les communautés ne jouissent pas des retombées d'exploitation minière.* » Le lien entre le conflit foncier et la découverte des carrés miniers est illustré par la remarque suivante : « *autour des sociétés minières chacun cherche à concevoir son espace entre les autochtones et les expatriés qui se cafouillent les espaces comme ce qui passe à NSEKE où on a délocalisé les gens parce qu'on veut construire leur barrage dans les villages, les chefs coutumiers sont devenus cupides ils vendent des espaces* ». Cette remarque

illustre la situation chaotique, quasi anarchique, qui règne dans les zones minières où l'espace est contesté, les délimitations cadastrales ne sont pas claires et, le pouvoir des chefs coutumiers est perçu comme illégitime. Au lieu de contribuer au développement inclusif et durable des communautés, l'exploitation minière renforce les clivages intercommunautaires.

Comme évoqué ci-dessus, les enjeux principaux sont politiques et économiques (contrôle de l'espace), à savoir la conquête du pouvoir et l'argent facile représenté par la présence des minerais, dans un contexte d'Etat dysfonctionnel et de pauvreté criante entraînant « *la souffrance et le chômage des jeunes* ». Un répondant du Katanga a suggéré que « *le contexte est un contexte de pauvreté où les populations autochtones veulent tout diriger, mais les Kasaiens sont de plus en plus nombreux et ils commencent à occuper les postes de commande.* » Entre outre, la présidence actuelle est également présentée comme facteur important dans le conflit vu que « *depuis que le Président est au pouvoir. Dans les grands postes il y'a que les gens de sa tribu et il y a un flux migratoire des Kasaiens.* » Un grand nombre de Katangais interviewés « *ne se sentent pas représentés par le Président Tshisekedi.* » Comme l'exprime un Kasaien de souche né au Katanga, « *tous ces conflits tournent autour du pouvoir ; certains se déclarant de la famille présidentielle et sont donc intouchables.* » Ceci renforce la thèse de l'économie politique (accès aux postes de pouvoir, accès aux champs, au marché) comme source principale des conflits. Cette thèse est confirmée par cette citation « *les Kasaiens veulent prendre en otage les institutions avec ce que nous avons récemment vécu à kasumbalesa où les membres d'un parti politique veulent prendre l'administration du marché parce qu'ils sont de la famille présidentielle.* »

Il est intéressant de souligner qu'une énorme majorité des répondants confirme que les conflits sont latents. En effet, si la région connaît des périodes d'accalmie, les tensions sous-jacentes perdurent, ce qui peut nuire à toute volonté ou initiative de contribuer à la paix. Ce phénomène a été constaté par d'autres études (Vinckel, 2006) et est validé par cette citation d'un répondant de Kolwezi selon lequel « *chacun vaque à ses occupations à la recherche de la survie, mais sur le point culturel les gens font semblant d'être ensemble.* » Ou encore, un répondant a évoqué « *le conflit est en sourdine, on fait semblant comme s'il n'y en a pas.* » Enfin, un autre répondant est allé encore plus loin

en indiquant que « *vivre ensemble est faux, on fait semblant.* » Ceci rencontre par ailleurs un autre commentaire selon lequel « *pour ce qui est des conflits entre les communautés il n'y a pas des conflits visibles mais une guerre qui se passe en coulisse pour une réclamation accentué sur du découpage des provinces ; les autochtones veulent prendre de grands postes administratifs et ils stigmatisent la communauté allochtones (Kasaien), avec comme raison de ne pas digérer leurs comportements, ce qui crée les conflits communautaire à Lubumbashi.* »

La plupart des répondants (65%) ont évoqué les carrés miniers et les zones où les partis politiques sont nombreux (comme MATSHIPISHA) comme zones les plus affectées par les conflits. Cela s'explique par le fait que ces zones sont au croisement des (sous) conflits de pouvoir, d'accès économique, de spoliation des terres et de l'identité.

### **3.2. Facteurs et causes des conflits entre les communautés**

Le côté historique du conflit a été évoqué par une majorité écrasante de répondants (plus de 80%). Comme l'a exprimé un représentant d'une ONG, « *c'est une crise qui ne date pas d'aujourd'hui, elle est permanente, surtout avec les mouvements migratoires, il y a des méfiances* ». Cette remarque confirme la relation étroite entre l'immigration "historique" des Kasaiens au Katanga et le sentiment de méfiance que cette immigration a engendré. La migration a été qualifiée par un grand nombre de répondants "d'incessante" ou "d'envahissante", qualificatifs révélateurs du sentiment de malaise qu'elle a engendré auprès des populations originaires. La thèse selon laquelle l'administration coloniale a stimulé les flux migratoires sources de tension a été confirmée par un grand nombre de répondants, comme illustré par cette citation « *les conflits sont observés depuis que l'administration coloniale a fait venir ici beaucoup de Kasaiens pour travailler car il semblerait que ces derniers sont plus actifs que les autochtones. À l'époque de l'honorable Moïse ensemble avec le feu BABA, ils avaient fait venir beaucoup de Kasaiens pour laver la sale image de la sécession.* » Le Kasai est considéré comme une terre 'pauvre' avec peu d'opportunités économiques comparé à l'abondance (et l'attrait des mines) du Katanga. Néanmoins, il apparaît clairement que les flux migratoires et autres mouvements de population sont une source de tensions mais ne constituent pas en tant que tel la source principale des conflits car les premiers conflits ne sont apparus qu'en 1957. Certains répondants ont cependant

évoqué la responsabilité des autorités coloniales qui ont « *installé les conflits dans les têtes de nos ancêtres* ».

Il est intéressant de signaler que trois dates et événements ont été souvent mentionnés dans les interviews, à savoir, 1957, la sécession Katangaise, et 1992. La date de 1957 fait référence au premier conflit, qui a éclaté lors des élections, conflit dû au fait que les maires d'Elisabethville étaient d'origine Kasaienne (principalement des Balubas et Basongye). Le deuxième conflit de 1961-1963 a opposé des indépendantistes aux nationalistes et a donné lieu à un premier pogrom visant des personnes appartenant aux groupes ethniques des Balubakat ainsi que des groupes ethniques d'origine kasaienne qui soutenaient Lumumba. Le troisième conflit date des années 1992-1993 et a été attisé par des politiciens katangais, sous l'instigation du régime finissant du Président Mobutu. Cette deuxième épuration ethnique a été menée contre des personnes appartenant aux groupes ethniques d'origine Kasaienne, supposées soutenir Etienne Tshisekedi, lui-même originaire du Kasai. Plus de 100.000 personnes y auraient trouvé la mort, et 800.000 personnes forcées de quitter leur résidence. Les violences de 1992, qui ont suivi la nomination de « *TSHISEKEDI comme premier Ministre ce qui a créé le mécontentement chez les Katangais* » ont été évoquées par un grand nombre (45%) de répondants. Beaucoup de répondants ont précisé que « *c'est depuis 1992 qu'on a senti cet esprit tribaliste, depuis les propos de Kyungu* » ou « *c'est depuis 1992 après la nomination de Tshisekedi comme premier ministre, qu'il y a eu des problèmes des groupements, alliances et contacts* » ou encore « *c'est depuis 1992 à 1993, pendant la période électorale, lors d'une manifestation d'un parti politique, après une décision injuste d'une autorité de la place.* »

D'autres répondants ont fait allusion à la crise de leadership, autre phénomène historique lié à la période 1992 « *avec TSHISEKEDI qui était premier ministre et KYUNGU gouverneur, il y avait un conflit de leadership et il y a eu la division ; les Katangais ont chassé les Kasaiens*. Certains ont aussi évoqué « *les années 1990, quand MOBUTU a démissionné du MPR et a déclaré le multipartisme* » comme circonstances autour desquelles les conflits ont émergé. La sécession a aussi été évoquée par 27% des répondants. A ce titre, un répondant a affirmé que « *selon l'histoire, le Katanga serait un pays à part avec son drapeau, sa monnaie. Ce sont les Belges qui avaient annexé le Katanga avec l'accord de « 50 ans après s'il ne se retrouve pas, il sera indépendant.* » C'est la base de la révolte des Katangais ». D'autres répondants ont fait allusion à la



rupture entre Kabila et Katumbi depuis 2015 comme autre source (ou facteur de conflit) ce qui illustre bien la dimension régionale et nationale du conflit soi-disant 'ethnique'. La politique menée à Kinshasa résonne et a beaucoup d'influences à Lubumbashi. Seul un répondant est rentré dans le détail ethnique en expliquant que « *le peuple Sanga et Ndembo se disent marginalisé par les Luba et les Tshokwe.* »

Ce sentiment de marginalisation d'un groupe par rapport à l'autre, de polarisation entre autochtone et allochtone suscite de vives émotions, voire une radicalisation qui est apparue clairement lors des interviews. Certains répondants ont fait le lien entre la domination d'un groupe qui a frustré l'autre groupe et a déclenché la chasse aux 'dominateurs' (« *Ils ont été chassé parce qu'ils ont commencé à dominer les autochtones* » ou « *ils ont cherché à écraser les autres pour s'enrichir* »). Même certains migrants d'Equateur ou du Sud Kivu ont des opinions négatives sur les Kasaiens, qu'ils considèrent comme allochtones. Une personne originaire d'Equateur a suggéré que « *le Kasaien est un peuple insupportable* » alors que d'autres migrants du Kivu ont fait allusion à « *l'envahissement des endroits stratégiques par les Kasaiens* » ou « *ils pensent qu'ils sont au-dessus des autres car ils ont le pouvoir* » ou encore « *les allochtones sont orgueilleux et comme le président est de leur tribu, ils pensent être supérieurs aux autres malgré qu'ils soient chez autrui.* » Cette arrogance supposée des Kasaiens est liée à leur accès aux postes de pouvoir : « *les migrants ont le pouvoir et veulent s'imposer sur le territoire étranger et ça crée des affrontements* ». Certains ont affirmé que « *les circonstances aggravantes de ces conflits sont liées à la mentalité Kasaienne* » ou encore « *c'est la nature des allochtones ils sont naturellement conflictuels* » ou critiquent « *les comportements à outrance des Kasaiens* » ou « *leur habillement inapproprié* » et affirment que « *les Kasaiens fuient les dialogues et ne veulent pas la paix à cause de leurs mauvaises comportements* ».

En outre, beaucoup de répondants ne mentionnent 'que' les aspects négatifs de ces flux migratoires (prostitution, vols, banditisme, enfants de rue, alcoolisme, surpopulation, insécurité, viol, dépravation des mœurs, hausse des prix, etc.) comme on le verra plus en détail ci-dessous. Même certains religieux interviewés (considérés par un grand nombre de répondants comme artisans de la paix) tenaient également un discours radical comme en témoigne la citation suivante d'une autorité religieuse « *l'immigration exagérée*

*des Kasaiens vers le Katanga avec un comportement animal, une jeunesse constituée majoritairement des chômeurs et des bandits »* constitue le soubassement du conflit. L'utilisation de termes tels que 'exagéré' ou 'animal' ou 'bandits' ou 'inapproprié' sont révélateurs de sentiments qui vont au-delà de l'incompréhension ou de l'intolérance, mais reflète un rejet profond. Seuls quelques répondants étaient d'avis que l'immigration a aussi produit des résultats positifs, l'économie ayant bénéficié de « *l'arrivée massive des Kasaiens car ces derniers sont plus entreprenants et qu'ils sont beaucoup plus dans le commerce c'est qui est une bonne pour l'économie.* »

De façon schématique, le sentiment qui prévaut chez les Katangais de souche (ou autochtone) est celui d'être victimes de marginalisation, ou comme l'a dit un répondant du Kasai « *une communauté se sent victime de partage illégal des richesses* » car un autre groupe, nombreux et puissant, les domine en s'accaparant les ressources (minières, financières) de la région. Une fois de plus, la marginalisation et le complexe d'infériorité (intériorisé depuis des générations) est une manifestation importante des conflits. Certaines réponses étaient discriminatoires telles que, la solution au conflit est que « *les Kasaiens restent chez eux et que les autochtones prennent le pouvoir* » ou encore « *il est important de connaître la valeur du chacun chez lui* » ou encore, « *les autochtones ne veulent pas des allochtones dans la ville* ». Dans des études à l'avenir, il serait intéressant d'identifier les raisons principales de cette radicalisation, qui a touché une petite partie (mais quand même non négligeable) des participants à l'étude. Seul un répondant Katangais 'autochtone' a indiqué qu'il n'y avait pas de problème de fonds entre les deux groupes car « *dans 3 sur 5 parcelles les Kasaiens et Katangais cohabitent, même dans le business on les voit même ensemble.* »

Plus en détail, les causes structurelles souvent évoquées étaient associées à la conquête de l'espace vital et la recherche de la richesse, ainsi que l'exode rural. Les racines profondes du conflit sont donc liées à l'histoire comme le note ce répondant Katangais « *dès la naissance de notre nation, la façon dont le pays a été circonscrit on n'a pas tenu compte des réalités des limites territoriales, des communautés qui existaient avant le découpage. A partir de ça, le découpage divisait les gens et ça grandit, et dégénère jusqu'à nos jours et les discours politiques attisent permanents les conflits.* » En outre, un professeur de Lubumbashi a ajouté comme cause structurelle, « *la déconsidération, le mépris depuis qu'on a créé les partis politiques, les communautés se sont divisées. La*

*base c'est la politique. C'est descendu dans les communautés les uns se croyaient plus intelligent, plus importants que les autres et les autres n'acceptent pas d'être écrasés.* » Hormis cette manipulation politicienne, d'autres répondants estiment que les causes profondes sont « *la sécession katangaise ainsi que l'invasion des Kasaiens dans les deux grandes entreprises UMK et SNCC* » sentiment confirmé par « *la très forte présence des Kasaiens dans l'UMK* ». Un nombre important de répondants a également cité les conséquences des flux migratoires, évoquées en terme « *d'inégalité dans le partage de la richesse entre les peuples* » qui a suscité des sentiments profonds de jalousie, de méfiance et de rejet. Le sentiment d'un groupe que 'sa' province est envahie par un autre groupe qui 's'approprie' les ressources économiques se greffent à la dimension 'communautaire' ce qui constitue un cocktail explosif. Le profil du conflit est bien résumé par le professeur cité ci-dessus qui précise que le conflit a deux dimensions très liées « *une socio- culturelle où un peuple veut dominer les autres, et une dimension économique où l'injustice sur le salaire règne, où on ne tient plus compte des études* » ce qui confirme la thèse du favoritisme et du sentiment d'injustice.

Les causes immédiates les plus souvent évoquées étaient le changement de régime, l'instabilité économique et le manque d'emplois. A ce titre, le changement de régime insuffle, ou cause, un esprit de revanche, qui a souvent été mentionné. Un répondant Katangais a précisé que « *les changements politiques occasionnent des conflits, comme les Kasaiens ont pris le pouvoir ils veulent se venger contre les Katangais* » alors qu'un autre a ajouté que les changements de régime engendrent « *un triomphalisme lors de la prise du pouvoir par la communauté de la tribu de l'actuel chef de l'Etat.* » De nombreux répondants confirment que le conflit s'est accentué lors du « *changement politique, quand les Kasaiens ont pris le pouvoir* » ou depuis que « *les Kasaiens ont le pouvoir, les Katangais attendent leur tour.* » D'autres ont confirmé cet esprit de vengeance ou de revanche : « *la course au pouvoir, l'aspect politique avec une haine, rancune gardée par les Kasaiens depuis la chasse aux sorcières des Kasaiens par les Katangais. Il s'agit donc d'une vengeance.* » Il est intéressant de préciser que cet esprit de revanche a aussi été évoqué comme facteur de conflits, pas seulement comme cause immédiate. Les autres causes immédiates évoquées étaient la présence des carrières. Par exemple, le professeur a évoqué comme cause immédiate « *la naissance des creuseurs, dans le temps c'étaient les sociétés qui s'occupaient des mines mais avec la création de*

*carrières minières, nous constatons l'injustice et aussi la naissance des conflits.*

» De façon intéressante, un nombre important de Kasaiens tendrait à identifier les flux migratoires comme étant une cause immédiate du conflit, mais pas structurelle (à la différence d'une majorité des Katangais qui est d'avis que les flux migratoires sont une cause structurelle). Le découpage territorial inadéquat de 2015 a aussi été évoqué comme une cause immédiate, tout comme les nominations dans les entreprises, et le délogement des creuseurs.

Les événements déclencheurs souvent évoqués étaient *la période électorale*. En ce qui concerne les élections, un nombre considérable d'interviewés ont partagé l'opinion selon laquelle la violence surgit souvent « *lors des élections, quand on choisit les originaires* ». Encore une fois, les perceptions négatives 'de l'autre', sa stigmatisation sont souvent amplifiées lors des élections, comme en témoigne cette déclaration : « *l'avènement au pouvoir d'une personne considérée comme ennemie par une grande partie de la population Katangaise va déclencher de la violence.* » Certains ont aussi évoqué la hausse des prix alimentaires comme élément déclencheur, ou l'arrestation arbitraire des jeunes, ou bien encore « *l'arrivée des firmes multinationales (chinoises)*» qui ne considèrent pas les gens/postulants qui ont étudié. Encore une fois, les perceptions de favoritisme et d'inégalité sont des viviers de jalousie et de ressentiment envers ceux qui 'ont' des situations ou des postes de pouvoir économique. L'opération zéro délinquant a également été citée comme élément déclencheur, tout comme la délocalisation des gens par les entreprises, et les accusations (du gouverneur) par l'assemblée provinciale, la chute de la MIBA ainsi que les discours politiques. La dimension économique du conflit ne peut être sous-estimée. En effet, comme l'exprime un répondant, un facteur important de paix est « *relance de la MIBA et d'autres activités économiques dans l'espace Kasai, ainsi que la création de l'emploi pour la population locale c'est-à-dire que lorsque on relance les activités économiques pour la création d'emplois, il va falloir engager premièrement les autochtones* ».

Les facteurs de conflit étaient la présence des mines et la pauvreté accrue, deux facteurs également mentionnés comme cause immédiate. La différence est minime et renvoie à la question de perception. Un répondant qui estime que la présence des mines est un facteur (et non une cause) est d'avis que la présence des mines n'est pas la raison (ou une raison) pour laquelle les gens sont en conflit, mais que la présence des mines aggrave le conflit et rend sa résolution plus compliquée. La présence des mines était mentionnée par

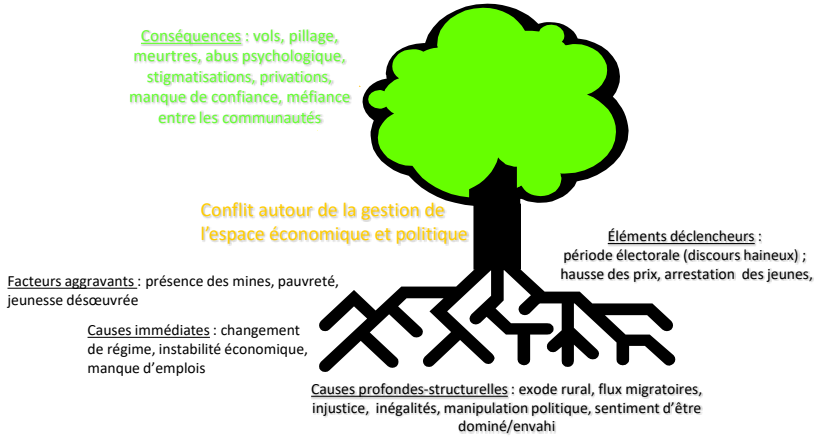
exemple par de nombreux 'autochtones' qui suggèrent que *« l'économie devient difficile car il y a la présence des zones minières d'où nous cultivons, les gens s'approprient leurs champs, ils ne parviennent pas à donner aux autres ou cédé pour que nous puissions y cultiver. »* Dans cette optique, c'est l'appropriation des champs qui est une cause de conflit, rendu possible par la présence des mines, qui devient un facteur. Les autres facteurs de conflits mentionnés étaient *« la jeunesse abandonnée à son triste sort se retrouve être manipulée par les hommes politiques au profit de leurs intérêts »*. La pauvreté conjuguée avec une jeunesse désœuvrée forme un terrain propice à la manipulation politico-ethnique source de conflits, comme illustré par la citation suivante *« c'est beaucoup plus la pauvreté qui sévit dans l'espace Kasai. Avec cette pauvreté et une jeunesse désœuvrée, les Kasaiens se retrouvent en insécurité, et les conflits naissent facilement. »*

L'emploi et les opportunités économiques étaient souvent mentionnés comme vecteur/facteur de paix. Par exemple, un répondant a indiqué que *« l'action menée par l'église catholique semble avoir marché car elle est arrivée à faire assoir les membres ennemis d'une même communauté autour d'une même table. »* Le rôle joué par les églises a été cité de nombreuses fois (par plus de 70% des répondants). Les écoles ont aussi été mentionnées par bon nombre d'intervenants (35%), ainsi que le sport. Les ONGs ont été moins mentionnées que l'église (ou l'école) comme capacités pour la paix, du fait que les ONGs sont perçues comme poursuivant leur propre agenda (voir ci-dessous). Certains ont même indiqué que les ONGs, tout comme les hommes politiques, étaient des détracteurs.

La causalité qui ressort de l'analyse n'établit pas de différence significative entre la province du Haut-Katanga et celle de Lualaba. Cependant, pour la province de Lualaba, l'intense exploitation industrielle et artisanale du cobalt et du cuivre ces dix dernières années, d'une part, et l'appropriation exclusive du pouvoir local par les communautés autochtones dans la nouvelle province (comme on le verra plus en détail ci-dessous) renforcent davantage la méfiance et le clivage avec les communautés allochtones, surtout les Kasaiens.

L'arbre des conflits figurant ci-dessous présente de façon visuelle et schématique les principales causes structurelles et immédiates, les éléments déclencheurs, les facteurs aggravants des conflits ainsi que les vecteurs de paix pour les deux provinces.

**Facteurs de paix:** emploi inclusif, éducation, message de paix (véhiculé par l'église)



### 3.3. Acteurs des conflits entre les communautés

Comme vu précédemment, les conflits au Katanga opposent différents groupes (considérés comme acteurs) tels que les Kasaiens (allochtones, non originaires) aux Katangais (autochtones, originaires), mais aussi les autorités administratives (essentiellement le cadastre) aux autorités coutumières, même si un accent particulier est mis sur l'opposition entre Kasaiens et Katangais. Autour de ces deux groupes gravitent un grand nombre d'associations et de partis politiques censés défendre les intérêts de chaque groupe. Comme on l'observera ci-dessous, seule l'église est perçue par une majorité écrasante d'interviewés comme une capacité pour la paix susceptible de transcender la 'division' Kasaien – Katangais (autochtone – allochtone). De façon globale, cette étude révèle que les acteurs au conflit considérés comme les plus importants par 93% d'interviewés sont les hommes politiques et le gouvernement en général. Outre les hommes politiques et le gouvernement, dont le rôle et la responsabilité dans le conflit seront étudiés plus en détail ci bas, les autres principaux acteurs au conflit cités étaient des 'leaders', qu'ils soient religieux, leaders d'opinion, leaders sociaux culturels et les militants des partis politiques. Une majorité des interviewés affirme que les leaders *alimentent le conflit et veulent s'éterniser au pouvoir*. Il est intéressant de signaler que cette constatation est partagée par tous les groupes, de toutes les catégories. En effet, la citation d'un leader syndical illustre la situation incendiaire du Katanga : « *les leaders veulent mater les faibles de la communauté, qu'ils restent dans l'obscurité alors qu'eux s'enrichissent.* » Un

autre interviewé insiste sur la responsabilité des leaders politiques et de l'administration en général : « *ce sont les politiciens qui sont les principaux acteurs avec des discours incendiaires. Les autorités (territoriales, régionales) les responsables du cadastre (qui ne savent pas régler les problèmes liés aux limites parcellaires), les autorités gouvernementales qui se lancent dans la haine tribale et à la discrimination sociale.* » Un Kasaiën né au Katanga confirme que « *les hommes politiques divisent la société* ».

On constate également que la catégorie leader englobe les leaders socio-culturels, ce qui inclut aussi les leaders des ONGs, comme partie aux conflits. Les ONGs sont perçues par un faible pourcentage d'interviewés (18%) comme capacités pour la paix. Un grand nombre de répondants était d'avis que les ONGs et autres associations prêtent uniquement attention à 'leur' communauté et donc contribuent à la polarisation et non à la cohabitation pacifique. Par exemple, un répondant a suggéré que « *nos ONG s'intéressent à leurs financements et non à prendre des bonnes initiatives pour la paix* ». Ceci est confirmé par un autre répondant selon lequel les leaders des ONGs et associations culturelles font partie de la logique de polarisation car « *les gens qui luttent pour le leadership pour les gens de ses tribus et les tribus ne s'acceptent pas, les associations culturelles sont transformées en base au fief électoral. Elles ne jouent pas leur rôle de culture* ». Ce rôle polarisateur joué par les associations et les ONGs, est apparu relativement souvent dans les entretiens. Comme l'a précisé un autre répondant, « *il y a ceux qui veulent dominer les autres, ils veulent s'imposer face aux autres, trop d'association socio- culturelles, chaque groupe veut s'affirmer* ». Ce contexte de non-acceptation de la culture de l'autre lié à la soi-disant domination d'un groupe sur l'autre se traduit également par une recrudescence d'associations qui représentent leurs intérêts.

En outre, les acteurs internationaux ont également été évoqués, telles que « *les grandes puissances qui volent en collaboration avec les dirigeants du pays.* » Les Chinois et les Libanais « *qui cherchent à déstabiliser le pays* » ont également été cités. De façon générale, plus de la moitié (52%) des interviewés est d'avis que l'Etat ne joue pas son rôle de pacificateur et ne prend pas ses responsabilités comme le montre cette citation, « *l'Etat pourrait créer des entreprises pour sélectionner les gens des grandes communautés pour travailler ensemble et privilégier le dialogue entre communautés. Mais en bref : c'est l'état qui crée la*

*division en se penchant d'un côté.* » Cette absence de l'Etat comme acteur jouissant de compétences régaliennes au service de la population a été déplorée par un grand nombre d'interviewés comme en témoigne ce constat « *l'Etat est démissionnaire.* »

Alliances : les alliances le plus souvent mentionnés étaient celles liant les leaders nationaux (politiques et socio-culturels) et la communauté internationale, souvent représentée par les grandes firmes minières. Ces alliances permettent aux élites de s'enrichir « *en pillant les ressources minières des autres pays, entre autres, la RDC* », mais également entre les militaires et la police et les leaders politiques pour asseoir encore plus leur pouvoir et leur contrôle économique.

Intérêts : en ce qui concerne les leaders politiques, la majorité écrasante des répondants (75%) est d'avis que leur intérêt principal est « *l'argent, les postes dans les entreprises, alors que leurs objectifs sont l'hégémonie d'une tribu* » ou bien « *diviser pour s'enrichir* » ou encore « *l'enrichissement, ils apprivoisent les communautés* » ou encore « *s'enrichir, s'éterniser au pouvoir* ». Les intérêts des hommes politiques consistent « *à se constituer une base, avoir la popularité pour les échéances électorales* » alors que « *leurs objectifs sont la recherche d'un positionnement, discréditer les autres pour se faire passer pour un saint.* » La division, l'enrichissement personnel, avoir libre accès aux richesses et au pouvoir, la manipulation étaient les termes les plus souvent utilisés pour caractériser la classe politique.

Capacités/pouvoir : les leaders politiques ont de grandes capacités de convaincre la population, et de nombreuses réponses soutenaient la thèse que les politiciens divisent pour mieux régner et pour rester au pouvoir. Ils ont une capacité à manipuler les ethnies les unes contre les autres afin d'asseoir leur autorité. Cette observation est partagée par plus de 80% des répondants.

Les principaux détracteurs évoqués étaient les hommes politiques et les militaires (avec qui ils sont acoquinés). Les hommes politiques exploitent le sentiment de revanchisme évoqué ci-dessus « *avec cette rancune et cet esprit de vengeance l'homme politique en a profité pour empirer la situation* ». Il est intéressant de souligner que ces mêmes répondants qui ont désigné les leaders politiques comme parties principales au conflit (et éléments détracteurs) évoquent ces mêmes leaders comme capacités potentielles pour la paix. Cette



remarque sous-entend que des travaux de sensibilisation et de lobby peuvent être menés auprès des leaders politiques afin qu'ils jouent leur rôle fédérateur et de service des populations. Les capacités pour la paix évoquées étaient principalement les églises et, dans une moindre mesure, les Institutions de Microfinance (IMF) qui ont été souvent citées par les jeunes. Cette observation confirme l'importance de la dimension économique des conflits dans les deux provinces. En effet, dans un contexte de pauvreté accrue et de manque d'accès à l'emploi durable formel, les IMFs sont perçues comme un tremplin vers l'entrepreneuriat des jeunes. Néanmoins, ces dernières peuvent jouer un rôle fédérateur important si elles servent les jeunes de façon inclusive et représentative. En conclusion de la partie sur les acteurs, si la recherche n'a pas pu rentrer dans le détail de tous les acteurs impliqués dans les conflits dans les deux provinces, on peut néanmoins suggérer à Pole de travailler avec les Eglises (qui jouissent d'une excellente réputation et ont un rôle fédérateur), avec les IMFs de la région (après avoir effectué des contrôles de leur légitimité et de leur redevabilité) et avec les ONGs locales qui ne sont pas affiliées à une communauté et ne participent pas à la dynamique de renforcement des clivages intercommunautaires.

### 3.4. Conséquences des conflits entre les communautés

En ce qui concerne les conséquences, une petite majorité de répondants (53%) a indiqué que les deux communautés, aussi bien les Kasaiens que les Katangais, sont affectés par ces conflits en souffrent. Les souffrances des Katangais avaient souvent trait aux privations, et au manque de revenus et d'accès aux postes à responsabilité, alors que les souffrances des Kasaiens évoquées étaient principalement les dévastations de leurs infrastructures et les poursuites physiques, telles que tueries, vols et viols. Outre ces conséquences physiques, des conséquences sociales, telles que les divorces, la surpopulation, la déstabilisation des familles, la non scolarisation, le phénomène des enfants de la rue, le déchirement de la cohésion sociale, la malnutrition, les déplacements forcés, ainsi qu'économiques ont été mentionnées, telles que perte de la main d'œuvre qualifiée, perte d'emplois, infrastructures économiques détruites ou spoliées, l'exode rural, la détérioration des certaines entreprises de l'Etat. Les autres conséquences enregistrées étaient le manque de progression du pays avec le slogan « *Congo ni mutshi ya bangé* », le manque de morale, la méfiance entre communautés comme illustré par la citation suivante « *les gens se regroupent par affinité tribale dans la société, ça a un impact social, il y a ceux qui ne se retrouvent pas* ».

D'autres conséquences psychosociales ont aussi été évoquées, telles que le manque de confiance des gens entre eux dû « *aux mauvais souvenirs* », mais aussi la stigmatisation de certains ressortissants d'autres provinces, la haine, l'intolérance, l'incompréhension, les mutineries, le clientélisme, le népotisme et tribalisme à outrance. Une personne a évoqué que les communautés qui souffrent le plus sont « *la communauté Sanga, la communauté Luba et la communauté Kasaienne.* » Les agriculteurs ont été l'autre catégorie mentionnée comme ceux/celles souffrant le plus. Une fois de plus, la dimension économique du conflit joue un rôle, car les petits producteurs (souvent dépossédés) pensent qu'ils sont ceux/celles qui souffrent le plus. Il aurait été intéressant d'isoler la variable socio-économique dans de futures recherches afin d'identifier dans quelle mesure la situation économique est plus pertinente que la dichotomie allochtone-autochtone quant à la communauté, ou aux gens, qui se considèrent comme les plus souffrant. Il est intéressant de rappeler néanmoins que la plupart des interviewés indiquent que les deux populations souffrent. Ce sentiment peut paraître paradoxal car ces mêmes interviewés ne manquaient pas de critiquer les Kasaiens tout en reconnaissant que ces derniers souffrent aussi.

### **3.5. Dynamiques les plus récentes des conflits et propositions de gestion**

En ce qui concerne les dernières tendances ou les évolutions récentes, les opinions sont partagées même si, pour certains Katangais 'radicalisés', les perspectives de paix sont très lointaines, comme le témoigne cette citation « *ça va s'éclater avec l'histoire de Kanyama Kasese. Il y a les gens qui veulent tuer les Lualabais, il y'a une marche en vue* ». D'autres ont évoqué « *le risque d'assister à des massacres et au génocide par ce qu'il est impossible d'arrêter complètement ce conflit.* » Un autre répondant a aussi évoqué le risque « *d'assister à des massacres dans un avenir proche.* » Une autre citation illustre les tensions sous-jacentes : « *les dernières tendances sont migratoires avec le nombre de personnes qui viennent s'installer ici à Lubumbashi en particulier et dans le Haut-Katanga en général. La plupart de ces migrations sont issues d'une population que je m'abstiens de citer.* » D'autres Katangais interviewés sont d'avis que « *l'évolution des conflits dans notre zone va très mal par ce que les autorités en place veulent toujours s'enrichir s'auto suffire or les jeunes cherchent d'avoir aussi de place dans la société.* » Certains (en minorité), ont déclaré que « *actuellement le climat politique est apaisé, alors il s'observe une*

*accalmie dans la manifestation des conflits entre les communautés » ou encore « ces derniers temps, il y a un peu un calme qui s'observe, le conflit est là mais caché. » Les perceptions sont donc différentes, même entre personnes d'une même communauté. D'autres répondants étaient plus mitigés et nuancés comme en témoigne la citation suivante « l'évolution des conflits dans notre zone commence à diminuer, car certaines personnes s'entendent et notre gouvernement s'est ingéré dans cette affaire. »*

L'implication du gouvernement est source de discordes, certains étant d'avis que le gouvernement prend ses responsabilités et fournit des efforts pour résoudre le conflit tandis que d'autres pensent que le gouvernement est partie au conflit. Ceux et celles ayant une vision positive du gouvernement font référence « à l'organisation du président de la république pour le vivre ensemble qui s'est fait à Lubumbashi où il a réuni les chefs des associations culturelles et différents groupes » tandis qu'un autre répondant a évoqué « la table ronde de Karavia, février 2022. » D'autres répondants confirment le rôle positif de l'Etat et pensent que « l'évolution est significative depuis l'arrivée du régime actuel. » Certains considèrent que « l'action du président qui est allé à Lubumbashi et réuni les chefs des associations culturelles pour le vivre ensemble » était positive ou saluent « le grand rapprochement intercommunautaire initié par le Président de la République incluant tous les décideurs politiques de deux espèces. Notons aussi le grand soutien que le feu patriarche BABA KYUNGU. Ce grand geste du patriarche a vu certains Kasaiens se réconcilier avec les Katangais. » Ces initiatives religieuses et Etatiques peuvent poser les jalons de la cohabitation pacifique. Néanmoins, comme mentionné ci-dessus, une majorité de répondant, quelle que soit leur origine, était sceptique quant à l'évolution du conflit comme en témoigne cette citation émanant d'un pasteur de Lubumbashi « il n'y a pas d'évolution par ce qu'il y a une réconciliation superficielle. »

Quant aux perspectives pour la paix, les répondants ont évoqué certains mécanismes de gestion des conflits qui méritent une attention particulière. Le forum de cohabitation pacifique entre les communautés organisé au moins de mai 2022 a été cité de nombreuses fois ainsi que l'action de l'archevêque de Lubumbashi pour le vivre-ensemble comme le montre la citation suivante « l'action qu'a organisé l'archevêque de Lubumbashi, un forum qui a parlé du vivre-ensemble qu'on prône la paix, l'amour, la tolérance a été bien reçue. » Un

autre répondant confirme cette vision : *« depuis le forum organisé par l'archevêque de Lubumbashi mettant ensemble les deux frères ennemis issus de la même province, il s'observe une petite amélioration de la situation dans les rapports entre les communautés vivant dans le Haut-Katanga »*. On appréciera le qualificatif utilisé de 'petite' amélioration. L'impact positif de l'église est confirmé par le répondant suivant selon qui *« après le dialogue organisé par l'archevêque de Lubumbashi, qui était accompagnait par un forum qui avait comme thème : « vivons ensemble » maintenant il y a l'accalmie il n'y a pas trop d'agitation. »*

Néanmoins, bon nombre de répondants sont sceptiques sur l'impact de ces actions visant à la pacification des communautés et aux dialogues, en insistant sur leur manque d'efficacité ou sur le fait que c'est l'Etat qui en profite. La citation suivante illustre la position de beaucoup de participants à l'étude : *« l'État se contente justement d'assister à des guerres entre les communautés. Pour ma part, je n'ai pas encore ni vu ni entendu les actions de l'État visant à renforcer la cohabitation pacifique. »* Un étudiant de Lubumbashi a porté également un jugement critique sur la question *« nous avons des appréciations contradictoires sur cette question, car bien que les différentes initiatives soient au point pour une paix entre communautés, le constat est que la cohabitation reste encore une question grandiose d'autant plus que les communautés restent toujours méfiantes l'une par rapport à l'autre. »* Un autre répondant était aussi sceptique de toutes ces initiatives, car elles *« n'engendrent pas tellement de résultats mais si chaque acteur prenait conscience, la guerre serait effacée dans les têtes de la population. »* Un répondant ajoute que *« la tendance est à la baisse mais il y a une forte crainte avec les élections qui se préparent »* ce qui met en exergue le risque posé par la manipulation politique qui est un phénomène récurrent lors de la période électorale. Les autres mécanismes de gestion des conflits évoqués étaient le lancement des messages de paix, les colloques entre communautés, les tables rondes intercommunautaires la mise en place des mécanismes de médiation entre les chefs de quartier, la mobilisation pour la paix, les sensibilisations communautaires, les prédications, les mariages mixtes, les chansons de paix, ainsi que les assises intercommunautaires, les formations contre la corruption, et les pourparlers.

Comme indiqué ci-dessus, selon les interviewés, seules quelques initiatives de paix ont été lancées par des ONGs, comme IRI MISEREORE qui a organisé des formations en pacification des conflits en 2017 (à Kasenga), ou bien

IBGDH qui offre des sensibilisations pour la cohabitation, ou encore Freedom qui a beaucoup sensibilisé sur la paix (les 3 seules ONGs mentionnées par tous les répondants). De façon générale, les ONGs internationales étaient perçues comme neutre car « *elles travaillent avec tous les tendances, elles renforcent au moins la cohabitation* ». Encore une fois, une grande majorité des répondants était sceptique sur les actions de tous les acteurs (Etat, ONG), mais aussi des communautés comme le montre cette citation : « *au niveau communautaire il n'y a pas grandes choses, par ce que les chefs qui ont les monopoles de mettre fin à ces conflits se soumettent plus aux politiciens* ». Cette citation confirme un sentiment dominant auprès des répondants, selon lequel la classe politique (comme écrit précédemment) infiltre tout le tissu social et manipule les autres leaders pour que ces derniers polarisent leurs groupes afin de diviser pour mieux régner. Enfin, l'INSTITUT SUPÉRIEUR MALKIA a organisé des ateliers sur la gestion des conflits, seule activité pacifique organisée par une université mentionnée par les participants.

### **Conclusion sur les conflits récurrents**

Les conflits au Katanga sont multiples et ont des causes historiques liées aux flux migratoires occasionnés par le boom minier et la politique coloniale. Ces conflits fonciers, communautaires, économiques et politiques sont situés au croisement de l'identité, des griefs politiques et de l'accès aux ressources économiques. Nombre d'auteurs s'accordent sur le fait que la principale cause de ce conflit est le contrôle de l'espace politique et économique de la province. Si l'immigration des Kasaiens au Katanga apparaît comme l'un des facteurs principaux à l'origine de ces conflits (Dibwe, 2006, 2007 ; Vinckel, 2015), on se doit de signaler qu'entre le recrutement de la main d'œuvre kasaienne venue travailler dans les mines du Sud de l'EIC, en 1888, et les premières élections municipales de 1957, soit 79 ans, il n'y a eu aucun conflit majeur entre les deux groupes, les Katangais 'd'origine' et les 'immigrés Kasaiens'. Ce n'est qu'en 1957 que le premier conflit a apparu. Il semblerait que ces conflits soient politisés car ils surgissent principalement lors de la conquête ou de la conservation du pouvoir politique. Comme évoqué précédemment, les conflits sont des phénomènes cycliques qui se manifestent principalement lors des échéances électorales. A ce titre, il est important que les autorités administratives et politiques, aussi bien provinciales que nationales, adoptent des politiques inclusives en ce qui concerne l'emploi et l'accès aussi bien aux services, à la terre qu'à la fonction publique.

## 4. Migrations et conflits dans les provinces du Haut-Katanga et de Lualaba

Les migrations sont une réalité sociale permanente dans les sociétés humaines. La province du Katanga colonial (Elisabethville) et postcolonial a toujours été une terre de migrations. L'occupation spatiale et leurs dynamiques sociales par le fait migratoire au Katanga sont abordées dans la littérature (Dibwe, 2006 ; Ndaywel, 2007 ; Kabuya, 1992 ; Bakajika, 1997 ; Vinckel, 2015). Cependant, les dynamiques migratoires actuelles au Katanga sont davantage discutées dans les espaces politiques et journalistiques que dans la littérature scientifique. Ngoie et Vwakyanakazi (2009) parlent de tendance [migratoire] actuelle à Lubumbashi *peu ou point du tout explorée*, et Lututale (2007) évoque la marginalité des recherches sur les migrations en Afrique centrale. Cette recherche n'a pas l'ambition de combler ce vide. Elle est une contribution à la sociologie des conflits liée au phénomène de migration dans deux provinces de l'ex-Katanga, à savoir le Haut-Katanga et le Lualaba. Elle s'intéresse à l'actuel contexte conflictuel et migratoire. Ainsi, cette recherche tente de comprendre les liens entre la mobilité des populations et les dynamiques actuelles des conflits dans les Provinces du Haut-Katanga et de Lualaba. Par conséquent, la mémoire des migrations (1), les communautés migrantes et leurs trajectoires (2), les facteurs des migrations (3), l'intégration des déplacés dans les entités d'installation (4) les conflits locaux résultant des migrations (5) et les propositions des communautés pour réduire et gérer les conflits liés aux migrations (6) seront analysés dans ce chapitre. Il s'agit d'une analyse des migrations internes dans les provinces du Haut-Katanga et de Lualaba en tant que facteur des dynamiques des conflits intercommunautaires.

### 4.1. Mémoire des migrations anciennes et actualité migratoire dans le Haut-Katanga et le Lualaba

#### 4.1.1. Un passé connu sur les anciennes migrations

La mémoire des migrations passées est permanente au sein des populations du Haut-Katanga et de Lualaba. Dans une étude anthropologique où il atteste la même origine des luba du Katanga et des luba du Kasai, Hiernaut (1964) reconnaît le fait que la littérature ne fournit pas de données précises sur la chronologie de la migration. Il cite néanmoins Verhulpen (1936) qui situe cette migration précoloniale Luba qui a existé entre les XVI et XIX siècles.

Dans le cadre de cette étude, les anciennes migrations relevées par les répondants sont situées dans les politiques économiques coloniales autour de l'exploitation des minerais du Katanga sans faire allusion au passé commun. « *C'est à l'époque coloniale que les Belges avaient décidé de déplacer les populations ici et là pour venir travailler à l'Union Minière du Haut-Katanga actuelle GECAMINES. Il y avait des Kasaiens, des Rwandais, des Burundais* », a déclaré un Président d'une association socioculturelle du Haut-Katanga ou encore, « *c'est l'homme blanc qui les [les kasaiens et autres migrants] a amené dans ces endroits* » comme l'a signalé un Pasteur d'une Eglise kimbaguiste à Lubumbashi. Dans le même ordre d'idées, les participants au FGD de la Ligue des jeunes de l'UDPS-Tshisekedi/Kolwezi ont confirmé que « *les premières vagues migratoires remontent de l'époque coloniale avec la politique des Belges d'utiliser beaucoup de personnes pour exploiter les minerais du Congo de l'époque* ». Comme constaté dans le chapitre précédent, cette mémoire du passé migratoire est corroborée par les recherches avancées qui établissent que les premiers flux migratoires des Kasaiens liés à l'exploitation minière remontent à la période située entre 1888 et 1910, vers ce qui était appelé à l'époque L'État Indépendant du Congo (EIC), flux qui sont à l'origine de la création de Lubumbashi (Elisabethville) où la première usine de traitement du cuivre fut érigée (Dibwe, 2006 ; Vinckel, 2015).

La transmission de cette mémoire du passé migratoire n'est pas le seul fait de l'éducation formelle ou de la lecture des documents historiques mais plus des familles, des cercles d'amis, des médias, etc. : « *Mes parents m'ont dit que les Kasaiens ne seraient pas venus au Katanga sans l'imposition des Belges qui avaient besoin de leur force physique pour exploiter les mines* » comme le note un représentant des étudiants de Lubumbashi. La politique coloniale de migration économique est présentée comme le point de départ des déplacements des populations vers le Katanga avec un prisme d'exploitation. Cependant, les migrations précoloniales sont trop peu connues alors que les rapprochements culturels et géographiques entre les peuples qui formaient les anciennes organisations politiques (royaumes) ne pouvaient se passer des mouvements des populations. Des tribus des zones qui seront dénommées le Katanga et le Kasai formaient une aire culturelle. Les populations vivaient dans la coopération économique et des échanges matrimoniaux comme souligné par un participant sexagénaire dans un FGD des adultes Katangais à Kolwezi « *avant l'arrivée des belges au Congo, nos tribus s'échangeaient les femmes et les terres* ».

#### **4.1.2. Connaissance sur l'actualité migratoire**

La périodicité des migrations récentes est assez imprécise en compilant les réponses des participants à l'étude. La deuxième République sous le régime de Mobutu est considérée comme une continuité des migrations coloniales par l'installation des populations d'autres provinces au Katanga, surtout les populations des provinces voisines du Kasai. La chute de la MIBA et la « volonté du régime de Mobutu d'isoler économiquement le Kasai<sup>4</sup> » a créé un exode massif vers le Katanga. Les migrations vers le Katanga ont connu un ralentissement après le « conflit katangais-Kasaïens de 1991 », avant de reprendre avec grande ampleur à la suite de l'appel lancé en 1996 aux Kasaïens par Moïse Katumbi<sup>5</sup> pour retourner au Katanga d'une part, et à la suite, récemment, du boum minier d'exploitation du cobalt surtout dans le Lualaba mais aussi après l'élection de Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo<sup>6</sup> en 2018 comme Président de la République, d'autre part. Tous les entretiens individuels et en groupe retiennent ces épisodes actuels des migrations comme on peut le lire dans cette déclaration recueillie dans un FGD « *c'est Moïse qui a ramené en masse les Kasaïens au Katanga pour son intérêt politique de se faire élire. Les vagues actuelles exagèrent depuis l'élection de Tshisekedi Félix comme Président de la République* ». D'autres migrations internes récentes des populations dans le Haut-Katanga et le Lualaba concernent les populations du Kivu. Des répondants justifient ces mouvements des populations kivuciennes par le contexte des conflits violents et récurrents que traversent les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

### **4.2. Les groupes culturels concernés par les migrations actuelles et leurs trajectoires**

#### **4.2.1. Groupes culturels déplacés**

Les déplacements des populations dans le Haut-Katanga et le Lualaba concernent diverses communautés ethniques de plusieurs provinces de la RDC. L'étude n'a pas déterminé les nombres réels des déplacés par ethnie mais

---

<sup>4</sup> La quasi-totalité de répondants du Kasai ont une conscience collective sur la volonté du régime de Mobutu d'asphyxier économiquement le Kasai en encourageant la chute de la MIBA dans le but de priver cette province de tout développement de tout progrès économique. Les raisons invoquées sont assez imprécises.

<sup>5</sup> Ancien Gouverneur de la Province du Katanga.

<sup>6</sup> Le Président Félix Antoine Tshilombo est originaire du Kasai



fournit des informations qualitatives sous forme d'appréhension des populations. Toutefois, selon des estimations chiffrées non vérifiées, le nombre de déplacés, surtout ceux en provenance des provinces de l'espace Kasai avoisineraient 3000 personnes par jour<sup>7</sup>.

Selon les données recueillies auprès des répondants, les populations des provinces du Kasai appelées « Kasaiens » forment les groupes des déplacés les plus importants pendant la colonisation, et après la colonisation jusqu'à ces jours. Comme vu précédemment, il est fait état de mouvement de population qualifiés de 'massif' comme le confirme ce témoignage émanant d'un participant à un FGD mixte « *les Kasaiens viennent massivement depuis l'époque coloniale au Katanga* ». Il est intéressant de souligner que cette vision du 'grand nombre' de migrants Kasaiens (perçu comme un problème par les Katangais 'de souche') est partagée par certains Kasaiens comme le témoigne cette déclaration faite par un membre du comité de l'association socioculturelle des Kasaiens à Lubumbashi « *le peuple Kasaien est le plus nombreux ici au Katanga à cause des déplacements des populations* ». L'installation des Kasaiens au Katanga impose une configuration ethnographique mixte. En effet, comme cité ci-dessus, trois groupes dominant le paysage 'ethnique' du Katanga, les Luba du Katanga (ou Luba Shankadi ou Balubakat) qui représentent entre 50 et 60 % de la population katangaise, les Luba du Kasai, le troisième groupe étant constitué de populations autochtones du Haut-Katanga et comprenant plusieurs ethnies (dont les Lundas sont majoritaires) (Dibwe, 2006).

En plus des Kasaiens, les mobilités récentes des populations concernent les communautés du Kivu et les personnes venues de Kinshasa ou de l'espace culturel kongo. Ces migrations sont citées de manière vague et *généralisante* dans nombre d'entretiens individuels et de groupe organisés à Lubumbashi comme à Kolwezi. Les déplacés du Kivu sont vaguement assimilés aux réfugiés, « bakimbizi », car ils sont supposés avoir fui la guerre ou des violences. Quelques entretiens de groupe mentionnent également des populations étrangères venues du Rwanda et du Burundi pendant les périodes récentes des grandes crises dans les deux pays. Ces migrations étrangères sont peu relevées.

---

<sup>7</sup> <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220422-rdc-les-migrations-kasa%C3%A0Fennes-au-katanga-au-coeur-d-une-table-ronde-%C3%A0-lubumbashi>

#### **4.2.2. Trajectoires migratoires**

Les trajectoires des migrations actuelles des masses sont moins explicitées par les répondants. Ils citent davantage les moyens utilisés par les déplacés, à savoir les voies ferroviaires et routières : « *les Kasaiens viennent par train et par véhicule en masse. Il suffit de se positionner dans les différentes gares ici à Lubumbashi pour se rendre compte de ce problème* » (citation des jeunes originaires du Katanga). Les trajectoires réelles ne sont pas clairement exprimées. Les régions du Kasai sont des sites de départ et les zones minières et commerciales du Katanga sont des zones d'arrivée et d'installation. Pour les déplacés autres que les Kasaiens, des informations détaillées sont mal connues par les répondants. Pour cette catégorie des originaires des provinces autres que le grand Kasai, certains répondants ne fournissent que des informations sur les zones d'arrivée au Katanga. Toutefois, dans le FGD mixte des adultes, un participant originaire du Kivu a donné une trajectoire allant du Sud-Kivu au moyen de véhicule et de bateau sur le lac Tanganyika pour atteindre la province de Tanganyika avant de prendre le train pour le Haut – Katanga et le Lualaba.

#### **4.3. Facteurs des déplacements des populations dans les Provinces du Haut-Katanga et de Lualaba**

Les facteurs des déplacements actuels des populations vers les provinces du Haut-Katanga et de Lualaba sont de deux types : les facteurs d'attraction dans les zones d'accueil et les facteurs répulsion des zones d'origine.

##### **4.3.1. Facteurs d'attraction**

Les réponses compilées recueillies auprès des parties prenantes indiquent les facteurs d'attraction suivants : les opportunités dans le secteur minier, le commerce, le transport ; disponibilité et aménagement des espaces d'habitation ; les écoles et universités. Les Kasaiens et les autres communautés de la RDC se déplacent dans le Lualaba et le Haut-Katanga pour se faire embaucher dans le secteur minier qui nécessite une main-d'œuvre abondante et jeune. « *Comme dans le passé, les Kasaiens et les autres sont venus travailler dans le « mining » en plein essor ici à Lualaba* » a déclaré une autorité de la commune de Dilala à Kolwezi. Dans le Haut-Katanga, la même position est répandue et relayée dans les entretiens avec les autorités locales (autorités communales et chefs de quartier), les leaders et membres des communautés (leaders de la société civile, des associations culturelles, des confessions

religieuses ; enseignants, étudiants, fonctionnaires publics, etc.). Les opportunités économiques sont suffisamment citées comme facteurs attractifs des déplacés où les Kasaiens seraient dominants : les banques, les activités commerciales du secteur formel (magasins) et du secteur informel (petit commerce ambulatoire) ; le transport taxi ou moto, etc. Ces dernières années, le secteur économique connaît un investissement de la main-d'œuvre issue des migrations, surtout les déplacés Kasaiens. Dans le domaine des transports en commun par exemple, les répondants rencontrés à Lubumbashi comme à Kolwezi reconnaissent qu'il est presque exclusivement dominé par les Kasaiens en majorité les jeunes. Il en est de même du secteur de sécurité privée (vigiles).

Les opportunités d'emplois dans tous les secteurs, l'exploitation artisanale des minerais, le commerce ainsi que la disponibilité des espaces d'habitation attireraient tous les déplacés quelles que soient leurs provinces d'origine, même si les Kasaiens y sont plus présents que les autres.

#### ***4.3.2. Facteurs de départ des zones d'origine***

Pour les déplacements actuels en provenance du Kasai (provinces du Kasai central, Kasai oriental, de Sankuru), les zones d'origines des déplacés présenteraient un retard de développement accompagné d'une fragilité structurelle et infrastructurelle avancée : mauvais état des routes, insuffisance des opportunités d'emploi, etc. Dans ces zones, « *les jeunes en âge de travailler, surtout ceux n'ayant pas fréquenté les études supérieures sont condamnés au chômage* » souligne un député provincial de Lualaba. L'observation relève une attitude de responsabilisation collective des Kasaiens par les Katangais par rapport au recul de développement de leurs provinces d'origine, une sorte de construction de stéréotype d'irresponsabilité. « *Les Kasaiens préfèrent « fuir » [pour dire migrer pour des raisons d'inconfort] chez eux [provinces d'origine] pour aller s'installer ailleurs. Ils n'y laissent, ni n'y construisent malgré le privilège à la gestion de ce pays depuis Mobutu* » indique un jeune Katangais à Lubumbashi. Ce recul développemental de leur région est confirmé par les Kasaiens, comme le témoigne un avocat d'origine Kasaienne à Lubumbashi « *depuis le régime de Mobutu, le grand Kasai a été négligé et condamné au sous-développement : pas d'eau, pas de route, pas d'électricité*. Plusieurs études ont démontré la chute aux enfers de l'économie Kasaienne liée au dysfonctionnement de la MIBA, la plus grande entreprise de l'espace Kasai. Selon un bulletin conjoint d'analyse récent, 74,4% des ménages de deux Kasai

tirent leur revenu de l'activité agricole, d'élevage ou de pêche et 88,5% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre<sup>8</sup>. Des alternatives économiques d'envergure n'ont pas été développées au fil des années pour regorger la demande croissante en emploi, surtout chez les jeunes. En outre les infrastructures de base se sont détériorées au fur et mesure depuis plus de 60 ans faute d'entretien et de renouvellement. Dans les autres zones du Kivu et d'ailleurs, ce sont les conditions sécuritaires précaires ou les mutations/transferts professionnels qui sont davantage citées par les répondants comme facteurs de départ. En bref, on reproche aux Kasaiens une attitude controversée de victimisation et de jouissance des droits garantis par la constitution comme l'indique une participante à un FGD d'adultes Kasaiens « *la constitution de la RDC garantit à tout citoyen de se déplacer et de s'établir où il veut sur le territoire congolais ; nous ne comprenons pas pourquoi les Katangais ne comprennent pas que cette terre est pour tous les Congolais* ».

#### **4.4. Perceptions des migrations par les communautés autochtones**

Les perceptions locales des déplacements des populations au Katanga sont sous-tendues par les logiques d'autochtonie – allochtonie procédant du principe de l'identité territoriale que Guy Barbuchon (1983) résume sous les vocables « l'ailleurs », « l'autre » et « le soi ». Deux tendances se dégagent des données empiriques collectées : la perception de la normalité migratoire et la perception l'anomie migratoire.

##### ***4.4.1. Perceptions de la normalité migratoire***

Chez les déplacés Kasaiens et autres, comme précisé ci-dessus, l'installation dans le Haut-Katanga et dans le Lualaba est un droit garanti par les lois nationales. Cette conscience est plus prononcée chez les Kasaiens sur qui sont orientées les perceptions négatives de mobilité. Les associations socioculturelles, les confessions religieuses et autres leaders d'obédience Kasaienne ainsi que les associations de défenses des droits de l'homme s'appuient sur le cadre légal pour fustiger toute tentative d'exclusion des Kasaiens dans le Haut-Katanga et le Lualaba. Sur la page de *Congo indépendant* parue en avril 2022, Albert Tshiswaka<sup>9</sup> critique les tendances et comportements xénophobes au Katanga : « *le discours, l'attitude et la politique*

---

<sup>8</sup>[https://fscluster.org/sites/default/files/documents/drc\\_kasai\\_decembre\\_2021\\_ins\\_bm\\_wfp.pdf](https://fscluster.org/sites/default/files/documents/drc_kasai_decembre_2021_ins_bm_wfp.pdf)

<sup>9</sup> Défenseur des droits humains et Directeur de l'ONG IRDH basée à Lubumbashi

soutenus par Mme Munongo, tendant à vouloir empêcher aux groupes d'individus de quitter le Kasai, pour s'établir au Katanga, est contraire à l'esprit du Constituant congolais qui protège les droits et les intérêts légitimes des Congolais et assure la coexistence pacifique et harmonieuse de tous les groupes ethniques du pays. (Articles 50 et 51, de la Constitution).<sup>10</sup> Chez les communautés autochtones du Haut-Katanga et du Lualaba, certaines personnes trouvent justifiables les déplacements liés à l'insécurité à l'Est de la RDC comme signalé lors d'un FGD mixte à Lubumbashi « *les congolais qui souffrent à l'Est à cause de la guerre imposée par les Rwandais peuvent s'installer au Katanga sans problème* ». Cette opinion largement partagée est davantage exprimée dans les entretiens de groupe avec notamment les jeunes « *les gens du Kivu ne se déplacent pas massivement, et cherchent une protection à cause des conflits et guerres* » ou encore « *les kinois n'ont pas de problème. Ils viennent chercher du travail ici au Lualaba offert par le boum minier avec le mining mais aussi comme fonctionnaires de l'Etat* ».

#### **4.4.2. Perceptions de l'anomie migratoire**

Assez exprimée, l'anomie migratoire est le fait pour les communautés autochtones du Haut-Katanga et de Lualaba de considérer les migrations Kasaiennes comme dysfonctionnement. L'élément qui fonde cette perception est le caractère massif et quotidien des déplacements des Kasaiens vers les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba. « *Ils [Kasaiens] viennent en masse et tous les jours* » disent les Katangais et les répondants d'autres provinces. De manière globale, les Katangais comme les autres communautés considèrent les migrations Kasaiennes comme un envahissement et une menace. Cette constatation avait déjà été faite dans la première partie de ce rapport. En effet, le sentiment d'envahissement est justifié par l'arrivée et l'installation au quotidien de milliers de personnes dans plusieurs entités de ces deux provinces, surtout autour des zones minières et dans les périphéries des grandes villes. Selon une certaine opinion exprimée dans tous les FGD des répondants exclusivement Katangais dans le Haut-Katanga et le Lualaba, les migrations actuelles sont « *conscientes et planifiées pour asphyxier les peuples Katangais dans leur espace géographique et culturel afin de répondre aux ambitions de domination du peuple Kasaien et aux finalités politiques jusque-*

---

<sup>10</sup> <https://www.congoindependant.com/flux-massifs-des-deux-kasai-vers-le-katanga-et-le-lualaba/>

là inconnues ». Les crédits pour achat des motos que reçoivent les jeunes Kasaiens auprès de FINKA alimentent la suspicion d'une migration planifiée.

Généralement, les migrations massives sont perçues comme une menace à la culture, à l'économie, à l'autodétermination politique, à la cohésion interne entre Katangais. En liant les migrations massives aux causes qui justifient et à leurs conséquences, elles sont perçues par tous les répondants aux entretiens individuels et de FGD comme « *une pathologie sociale car les opportunités deviennent trop peu pour couvrir les besoins de tout le monde et les villes sont saturées* » comme observé par un professeur d'université à Lubumbashi originaire du Kongo central.

Ces perceptions négatives actuelles sont dans la continuité des stéréotypes anciens construits autour d'un sentiment protectionniste et traditionnaliste qui ont justifié l'antagonisme entre l'identité Katangaise et celle Kasaienne. Selon Vinckel (2006) *les identités Katangaise et Kasaienne se sont construites en tant qu'identités antagonistes autour des relations de travail au sein de l'Union minière du Haut-Katanga. En plus ces raisons symboliques qui justifient ces perceptions il faut souligner des raisons matérielles. A en croire Dibwe (ibid), les Kasaiens sont également accusés « d'être un facteur de spoliation, d'exploitation, de marginalisation des originaires du Katanga et, partant, du sous-développement de la province. »*

#### **4.5. Zones d'installation et relations collaboration entre autochtones et allochtones et participation au pouvoir local**

Les déplacés qui arrivent dans le haut-Katanga et le Lualaba pour s'y installer se choisissent des zones d'habitation-exploitation, et rentrent dans les rapports de sociabilité/coopération/pouvoir avec les communautés autochtones.

##### **4.5.1. Zones d'installation**

Dans le haut-Katanga et le Lualaba les zones d'installations des déplacés massifs sont situées autour des mines et dans les quartiers périphériques de grandes villes<sup>11</sup> ou encore dans les zones transfrontalières<sup>12</sup>. Il s'observe deux

---

<sup>11</sup> Dans le Haut Katanga, les sites les plus cités sont : quartier congo ; kalukuluku, kawama, quartier kisanga, kiluselobe, Mashipisha, kamasaka, kamiseke, someka, kalebuka, etc ; dans le Lualaba, les sites indiqués sont :

<sup>12</sup> Kasumbalesa à la frontière avec la Zambie.

modes d'occupation spatiale : le mode dispersé et le mode groupé (ce dernier étant plus susceptible de nourrir des clivages). Les déplacés des provinces autre que le grand Kasai<sup>13</sup> sont éparpillés dans plusieurs zones dans des regroupements significatifs. Ils vivent dans des ménages séparés à l'exception de quelque forme de colonie chez les jeunes Bashi du Sud-Kivu et Nande du Nord-Kivu qui pratiquent le commerce informel. Par contre chez les nouveaux déplacés Kasaiens, ils sont regroupés massivement sur des sites bien identifiés formant par moment une « homogénéité culturelle ». Dans ces zones, plusieurs personnes vivent en « colonie » dans la promiscuité et la faible qualité de vie. Les données des enquêtes révèlent également l'existence des marchés propres aux communautés Kasaiennes à Lubumbashi, notamment le marché de Nzambia situé dans la commune de la Rwashu ou le marché de Machipisha dans la commune de la Katuba. Cette forte implantation est souvent mal vécue par les Katangais comme le prouve ce témoignage recueilli lors d'un FGD avec des jeunes Katangais « *Ils [Kasaiens] ont des quartiers propres avec leurs propres marchés. Parfois on refuse de vendre aux acheteurs non Kasaiens ou on multiplie les prix par deux ou par trois* ». Cet isolement spatial renforce le clivage culturel et le repli sur soi. Par contre, les anciens déplacés Kasaiens vivent dans les agglomérations urbaines avec les autres communautés.

#### **4.5.2. Relations de coopération/collaboration entre communautés « autochtones » et « allochtones »**

Corollairement à l'ancienneté et à l'occupation spatiale, le degré et la qualité de sociabilité sont variables. Alors que les anciens déplacés établis depuis plusieurs générations entretiennent des relations normales et durables avec les communautés « autochtones » (ménages, individus) fondées sur la parenté (matrimonialité), les relations professionnelles ou l'agrégat spatial permanent, les nouveaux arrivés s'enlisent dans les relations de tension et d'évitement avec les autochtones comme l'indique l'autorité communale de Katuba « *les*

---

<sup>13</sup> Ce terme est souvent utilisé pour désigner toutes les provinces du centre dit espace kasai : kamasa, Mutushi, bel air, hewa bora, kasulu, kapeta, mpemba, etc. En plus, dans la structure administrative actuelle en 26 provinces, écrit Kabata Kabamba (2018), instituée par la Constitution du 18 février 2006 et devenue effective en 2015, le Grand Kasai regroupe la Lomami, le Sankuru, le Kasai, le Kasai-Central et le Kasai-Oriental

*anciennes familles Kasaïennes et Katangaises continuent à collaborer malgré quelques petits problèmes.»*

Les deux provinces ne sont pas un espace de tensions et violences ouvertes et permanentes. La collaboration entre individus et ménages appartenant aux groupes culturels différents existent malgré les méfiances et stéréotypes mutuels. Cette sociabilité passive ou active est déterminée par le rapprochement géographique et les intérêts communs au niveau communautaire comme illustré par ce témoignage recueilli lors d'un FGD d'adultes Kasaïens « *nous sommes condamnés à vivre ensemble malgré nos conflits : Nos familles vivent dans les mêmes quartiers, nos enfants fréquentent les mêmes écoles* ». Cette sociabilité participe à la cohésion sociale et à la paix collective. Les activités socioéconomiques partagées renforcent les dynamiques de collaboration et de dialogue interculturels : écoles, marchés, pratiques religieuses, etc. La création d'intérêts communs et de dépendance mutuelle est une piste à creuser à l'avenir.

#### ***4.5.3. Participation au pouvoir local***

Le pouvoir réfère ici à la gouvernance locale. La participation au pouvoir peut s'analyser sous deux aspects : L'accès au local et le rapport de pouvoir. Selon les répondants, le pouvoir traditionnel dans les entités coutumières dans le Haut-Katanga et le Lualaba est exercé par les autorités traditionnelles autochtones. En RDC, l'autorité coutumière est reconnue (Article 207 de la Constitution en vigueur). Le secteur ou la chefferie sont des subdivisions territoriales où s'exerce le pouvoir traditionnel. Selon la loi, ces entités coutumières présentent une homogénéité culturelle et l'accès au pouvoir traditionnel est régi par les coutumes. En effet, *la chefferie est un ensemble généralement homogène de communautés traditionnelles organisées sur base de la coutume et ayant à sa tête un Chef désigné par la coutume, reconnu et investi par les pouvoirs publics* (article 67 de Loi portant sur les entités territoriales décentralisées). Il ressort de l'observation que la présence massive des déplacés dans les zones minières situées en dehors des villes n'a pas bouleversé l'ordre politique traditionnel. Seuls les originaires de ces deux provinces exercent l'autorité traditionnelle.

Au niveau de la gouvernance provinciale, les deux institutions, à savoir l'Assemblée provinciale et le Gouvernement provincial, sont, à l'instar d'autres provinces de la RDC, dominées par les autochtones. Dans le Haut-Katanga, quelques originaires d'autres provinces ont été élus dont quatre ressortissants



du Kasai. Parmi les quatre, un occupe la fonction de rapporteur à l'Assemblée provinciale. Dans le Gouvernement provincial, deux ministres de l'espace Kasai y figurent. D'après un répondant défenseur des droits humains originaire du Kasai, cette situation est une amélioration par rapport aux deux précédentes législatives où les leaders politiques autochtones encouragés par le régime mobilisaient pour l'exclusion totale des Kasaiens dans la gouvernance provinciale. Par contre, la Province de Lualaba présente une réalité différente. Tous les députés provinciaux élus en 2018 sont originaires de Lualaba. Le Gouvernement provincial ne compte pas de ministre issu d'autres provinces comme le grand Kasai malgré une présence démographique considérable de Kasaiens dans le Lualaba.

Dans les grandes villes de Lubumbashi et Kolwezi, la recherche s'est plus intéressée aux autorités urbaines et communales. Il s'observe que les deux villes ont à leur tête des autochtones. Au niveau communal, l'étude relève que les 7 communes de Lubumbashi (Kamalondo, Kampemba, Katuba, Kenya, Lubumbashi, Ruashi et la commune dite annexe ou rurale) sont dirigées en majorité par des autorités issues des communautés ethniques autochtones de l'ancien Katanga sans un Kasaien et à Kolwezi les deux communes (Dilala et Manika) ont également des dirigeants autochtones. Au fil des années, l'identité Katangaise est restée en confrontation avec les identités allochtones, particulièrement l'identité Kasaienne pour reconquérir l'espace politique local convoité et occupé « anarchiquement » par les Kasaiens selon les communautés originaires du Katanga. « *C'est à cause de la résistance des Katangais que les Kasaiens n'occupent plus tous les postes politiques* » comme le précise un membre du comité du Rassemblement des Jeunes de toutes les tribus de Lualaba, RJTLU à Kolwezi. Les grandes crises marquées par des conflits violents intercommunautaires de 1957, de 1961-1963 et 1991-1992 avaient entre autres comme enjeu, pour les autochtones Katangais, l'exclusion des allochtones Kasaiens du pouvoir local.

La représentation d'autres communautés dans la gouvernance locale au niveau du quartier n'a pas été systématiquement explorée dans cette étude. Néanmoins, de différents entretiens individuels et de groupe, il ressort que les chefs de quartier seraient essentiellement des autochtones du Katanga à quelques exceptions près. Cette configuration traduit une exclusion du pouvoir local des communautés non originaires du Katanga. S'agissant des rapports de pouvoir, la domination politique sur les déplacés est de plus en plus revendiquée par les communautés du Haut-Katanga et de Lualaba. En

effet, « le Katanga aux Katangais », est cette phrase qui exprime la revendication du monopole de la gouvernance provinciale et locale. Dans le Haut-Katanga et le Lualaba, il s'est développé à la fois une conscience ethno-régionale<sup>14</sup> mais aussi une conscience de communauté politique exclusive. On peut (pré)-conclure que les communautés Katangaises de souche s'accrochent au pouvoir politique car le pouvoir économique leur 'échappe', vu l'occupation (perçue comme 'domination' par certains répondants) des Kasaiens aux postes économiques dans des secteurs clefs ou les grandes entreprises. Pour les déplacés, la conscience d' « étranger » de plus en plus assumée et surtout l' « autochtonisation » du pouvoir provincial et local encouragé par les lois et les traditions politiques depuis 2006, étouffent tout élan de conduire le leadership politique local. Néanmoins, l'exclusion délibérée dans la gouvernance à la base crée un grand nombre de frustrations auprès des communautés allochtones surtout chez les personnes installées depuis des longues années ou leurs descendants.

#### **4.6. Conflits liés aux déplacements – installations dans les Provinces du Haut-Katanga et de Lualaba**

Le chapitre précédent a fait un panorama des dynamiques des conflits dans le Haut-Katanga et le Lualaba. Ce point en est une continuité qui met l'accent sur les dynamiques migratoires comme productrices des conflits dans les deux provinces. L'installation des populations congolaises d'autres provinces de la RDC ont, pendant la colonisation et après la colonisation, engendré des relations de conflits entre les communautés autochtones et celles allochtones, surtout les communautés ressortissantes du Kasai. Cette section va analyser les conflits identifiés par les parties prenantes à l'étude, leurs manifestations au niveau communautaire et leur incidence sur le vivre ensemble entre communautés.

##### ***4.6.1. Identification des conflits en lien direct avec les migrations, manifestations et acteurs***

#### **Conflit culturel**

Le conflit culturel oppose essentiellement les communautés Katangaises à celles Kasaiennes. Les autres communautés non Kasaiennes sont réputées

---

<sup>14</sup> Concept utilisé par Vinckel (2015) pour exprimer l'identité territoriale et culturelle au Katanga

« non conflictuelles, intègres » par les répondants non Kasaiens du Haut-Katanga et de Lualaba. Tous les récits et propos recueillis placent le conflit culturel au premier rang des antagonismes entre les communautés dans les deux provinces. Les différences culturelles divisent les communautés Kasaiennes et Katangaises à la fois par des processus de traditionalisme/conservatisme et de stéréotype. Les communautés Katangaises et Kasaiennes conservent des pratiques culturelles spécifiques dans les espaces urbains ou ruraux où ils vivent. La conservation des pratiques culturelles luba sur des territoires Katangais frustre les communautés autochtones. Tous les répondants Katangais affirment que Kasaiens ont des pratiques culturelles « incompatibles » aux cultures locales. Parmi les exemples cités, il revient de manière récurrente la consommation de la viande de chien et les relations matrimoniales comme en témoigne cette citation recueillie lors d'un FGD avec les jeunes Katangais « *les Kasaiens abattent le chien et consomment sa viande au vu et au su de tout passant* » ou bien cet entretien avec un membre du comité de l'association socioculturelle du Haut-Katanga « *dans ma parcelle, les femmes Kasaiennes sont comme des esclaves de leurs maris sans tenir compte de la présence de nos enfants Katangais qui sont détruits par leurs pratiques* ».

Pour les processus de stéréotype, le contact culturel entre les cultures locales du Haut-Katanga<sup>15</sup> et de Lualaba avec les cultures du Kasai serait plus aisé au regard des similitudes et du rapprochement géographique et des relations historiques de coopération qui les caractérisent. Les compétitions créées par les offres professionnelles et politiques coloniales et les enjeux socioéconomiques et politiques au sein du Congo indépendant ont détérioré au fil des années le socle de coopération au travers des constructions stéréotypées. Comme on l'a vu précédemment, plusieurs étiquettes sont collées aux Kasaiens : arrogance, escroquerie, abus de confiance, irrespect, escroquerie, envahissement ; grivèlerie ; etc. Comme le note Bakajika (1997), « *pour les Katangais, les ressortissants du Kasai sont des menteurs, perfides, méchants, superstitieux, méprisants, égocentriques, hégémoniques, traîtres,*

---

<sup>15</sup> Le Haut-Katanga et le Lualaba sont constitués de plusieurs groupes ethniques locaux. Pour le Haut-katanga, on peut citer les Lamba, Sanga, Bemba, Bakunda, Balomotwa, Kaonde, etc. Au Lualaba, on trouve les ethnies suivantes : Lunda, Tshokwe, Ndembo, Minungu, Luvale, Sanga, Yeke, Kaonde et Luba Sanga. Malgré la cohabitation entre ces ethnies dans les deux provinces, elles traversent également des antagonismes internes pour le contrôle du pouvoir et de l'économie.

*voleurs de cobalt, saboteurs de l'économie Katangaise* ». Ces préjugés sont à la base des violences, de la méfiance entre individus, familles ou communautés. Leur permanence est le fait de la transmission à travers l'éducation en famille ou à l'école, les partis politiques, les confessions religieuses, l'environnement social immédiat, etc.

Une autre manifestation de ce conflit culturel est le déni de l'identité par des ressortissants Kasaïens. Dans le passé comme actuellement, plusieurs personnes ont pris des noms identifiés dans le patrimoine culturel Katangais pour dissimuler leur origine Kasaïenne. Le récit ci-après recueilli dans un FGD exprime la profondeur de cette réalité : *« J'ai une fillette de 4 ans. Vers les heures de fin du jour d'une certaine date, elle jouait avec les autres enfants dans la cour de la parcelle. Soudain, elle m'approche en courant et en pleurant. Je lui ai demandé : Qui t'a fait du mal ? Elle m'a répondu : C'est ma copine qui m'a insulté que je suis Kasaïenne alors que moi je ne mange pas la viande de chien. Elle a poursuivi, toujours en pleurant : Maman est-ce que je suis réellement Kasaïenne ? Au lieu de répondre à l'enfant, j'ai pleuré aussi* ». Dans les situations d'interaction avec des Katangais, constate Vinckel (2016) *« de nombreux Kasaïens sont réticents, voire ont peur de donner leur nom. Cette réticence s'explique par le fait que le nom permet souvent de déterminer l'origine ethno-régionale, et, de ce fait, les identifie comme Kasaïens* ». Ce préjugé de « mangeur de chien » est perçu par les communautés Kasaïennes comme un extrémisme ciblé et un alibi pour justifier la haine envers elles, car, *« des communautés étrangères consommeraient des aliments non intégrés dans les habitudes alimentaires locales sans qu'il ne leur soit adressé une moindre charge stéréotypée* » (Ibid).

### **Conflits fonciers**

Les conflits fonciers les plus cités sont de deux ordres : l'occupation anarchique des terres rurales environnant les centres villes par les déplacés aux fins d'habitation et d'exploitation artisanale des minerais. L'arrivée massive et quotidienne des déplacés en provenance du Kasai entraîne inévitablement un besoin foncier immense. Les déplacés actuels préfèrent les zones périphériques où se trouve un potentiel foncier énorme et accessible. Ils y érigent des maisons de fortune. Une autorité communale de la Ruashi à Lubumbashi précise que *« toute la zone annexe de cette commune est sérieusement occupée par les déplacés Kasaïens. Ils viennent en masse. Quand un arrive, quelque*

*temps après, il fait appel à 10 ou plus. Les conditions de vie dans ces avenues sont très difficiles ».*

En qui concerne les terres d'exploitation artisanale des minerais, des autorités locales contactées et certains répondants ont affirmé que des creuseurs artisanaux s'adonnent à l'exploitation artisanale des minerais (cobalt et cuivre) dans des espaces privés sans autorisation ou après avoir violé les conventions avec les propriétaires. Un chef de quartier dans la commune de Dilala à Kolwezi affirme que « *la vente /location anarchique des terres rurales par les chefs coutumiers et l'octroi désordonné des carrés miniers par l'Etat encouragent cet exode de la main- d'œuvre Kasaienne vers les zones minières de Lualaba*. Un autre conflit foncier très remarquable à Lubumbashi et à Kolwezi est dû à l'occupation illégale ou vente illégale des maisons abandonnées par les ressortissants du Kasai lors de la crise de 1991. Près de 75% des répondants affirment que plusieurs ménages retournés sont devant les instances judiciaires pour réclamer leurs maisons vendues ou occupées illégalement par des Katangais. Pour démontrer le fait, une autorité locale et avocat au barreau de Kolwezi a fait savoir qu'il a déjà plaidé dans plus de quinze dossiers sur les conflits fonciers de cette nature à Kolwezi comme à Lubumbashi.

### **Conflits politiques**

Les migrations au Katanga ont longtemps influencé des conflits de contrôle de l'espace politique au Katanga. Durant la période d'administration belge, l'immigration Kasaienne avait profondément modifié le paysage humain du Haut-Katanga. En 1960, plus de la moitié des habitants d'Elisabethville (Lubumbashi) était composée de Kasaiens (Portier, 2006, 143). Les conflits politiques actuels se trouvent dans la continuité des clivages fondés sur l'*ethnisation* de l'espace politique. Dans les jeunes générations comme chez les adultes, les conflits politiques opposent principalement les Katangais et Lualabais contre les Kasaiens dont la démographie ne fait qu'augmenter au fil des années à cause des déplacements massifs. Malgré le régime démocratique en RDC, l'identité politique nationale est fondée sur les identités ethniques territorialisées.

Les conflits politiques actuels sont davantage expliqués par la bipolarisation de l'espace politique avec les partis politiques d'obédience Katangaise et les partis politiques d'obédience Kasaienne. Dans le Haut-Katanga, les partis

politiques l'Union des nationalistes démocrates et fédéralistes (UNADEF en sigle) créée par feu Kyungu Wakumwanza et Ensemble pour la République (ER) de Moïse Katumbi mobilisent plus d'adhérents Katangais, tandis que l'UDPS –Tshisekedi du Président en fonction Félix-Antoine Tshisekedi regorge plus des membres d'origine Kasaienne. Dans le Lualaba, les Kasaiens adhèrent plus à l'UDPS-Tshisekedi tandis que les autochtones sont plus présents dans les partis dirigés par les ressortissants de leur province et de la province voisine du Haut-Katanga. Les arrivées massives des jeunes Kasaiens sont perçues comme un moyen d'imposer « l'idéologie UDPS<sup>16</sup> » dans le Katanga, comme suggéré par un député provincial de Lualaba. Les tensions ouvertes et violentes opposent les jeunes de l'UDPS contre les jeunes de l'UNADEF et de l'ER. En outre, « la présence massive des Kasaiens sur les territoires de l'espace Katanga ouvre à un rapport de force » dans la compétition politique comme le signale un cadre de l'UNADEF à Lubumbashi. La configuration politique inclusive entre les Katangais et les Kasaiens rencontre la résistance des communautés autochtones.

### Conflits économiques

Pourtier (1998) note que les recrutements de la main-d'œuvre au service de l'économie coloniale sont ainsi à l'origine de l'implantation de natifs du Kasai dans le bassin minier du Haut-Katanga. Cette présence de la main-d'œuvre Kasaienne était conflictogène entre les communautés Katangaises et Kasaiennes. Vinckel (2006, p. 44) souligne que les identités Katangaises et Kasaiennes se sont construites en tant qu'identités antagonistes autour des relations de travail au sein de l'Union minière du Haut-Katanga. Cette situation est présente dans la mémoire collective des Katangais et des Kasaiens comme illustré dans ces propos recueillis dans un FGD d'adultes mixte à Lubumbashi. « *Ce sont les belges qui ont amené les Kasaiens ici pour travailler à la GECAMINES, et tout le malheur a commencé.* »

Les conflits économiques actuels sont plus fondés sur la forte compétition pour accéder à l'emploi, surtout chez les jeunes. Les communautés autochtones considèrent que « leurs » emplois générés par les richesses du Haut-Katanga et de Lualaba sont « anarchiquement » occupés par les Kasaiens et autres communautés au détriment des originaires. Les réseaux

---

<sup>16</sup> Expression utilisée par le répondant

intracommunautaires sont souvent mobilisés pour faciliter l'accès aux emplois par les membres des communautés. Tous les répondants ont affirmé le fait que les emplois sont octroyés selon le critère d'appartenance ethnique ou régionale. A cet effet, les Katangais ne recruteraient pas des Kasaiens et vice-versa : *«il est impossible qu'un Katangais puisse embaucher un Kasaien ; ce dernier ne peut aussi le faire en faveur d'un Katangais* comme le signale un jeune lors d'un FGD mixte à Kolwezi. Les associations socioculturelles recommandent des candidats aux emplois auprès de leurs membres respectifs en position décisionnelle de recrutement y compris dans les milieux universitaires. Les associations professionnelles et solidaires dans le secteur de l'économie informelle et des services (transport, commerce) regroupent souvent les personnes d'une même communauté, comme illustré plus haut dans ce rapport. Les communautés autochtones fustigent la stratégie des Kasaiens d'exercer des emplois stratégiques notamment dans la magistrature, le barreau, l'enseignement, les entreprises privées afin d'accroître leur influence sociale et économique sur les deux provinces.

#### ***4.6.2. Incidence des conflits liés aux migrations sur la cohésion sociale intercommunautaire***

Les conflits migratoires ci-haut analysés influencent systématiquement le « vivre ensemble » entre les communautés. Les parties prenantes à l'étude reconnaissent la fragilité des relations sociales entre les communautés vivant dans les deux provinces, spécialement entre les communautés autochtones et les communautés d'origine Kasaienne dites Kasaiens. Les données collectées mettent en évidence les aspects suivants : les relations de méfiance entre communauté et les violences intercommunautaires.

#### **Relation de méfiance entre communautés**

Les communautés autochtones et allochtones, spécialement les Kasaiens, maintiennent des relations de méfiance entretenues par les frustrations collectives, les stéréotypes et représentations caricaturées des uns envers les autres. Comme démontré plus haut, la psychologie collective des communautés originaires de Haut-Katanga et de Lualaba est notamment marquée par des frustrations liées aux arrivées massives des Kasaiens et leurs corolaires. Pour les Kasaiens, la mémoire collective garde les épisodes des violences subies dans le passé qui ont entraîné des morts, des pertes des biens,

le retour forcé dans les villages d'origine, des maladies dans les camps des déplacés, etc. En plus, les stéréotypes accompagnent les interactions sociales quotidiennes. Ils sont plus expressifs chez les Katangais envers les Kasaiens avec des clichés sociaux tels que sorcier, vantard, escroc, mangeur de la viande de chien, etc. Les représentations caricaturées considèrent les arrivées massives comme un facteur de désorganisation sociale et de destruction des cultures locales. Les déplacés, surtout les Kasaiens sont accusés d'être à la base de la montée de la prostitution, du vol et du phénomène enfants de rue, etc. Dans un FGD mixte des adultes, il est ressorti que « *Lubumbashi n'a jamais connu un degré aussi élevé de la prostitution et des enfants de la rue. Ce sont ces arrivées massives des Kasaiens qui sont à la base de ce désordre* ».

Ces frustrations et idées préconçues n'encouragent pas la sociabilité et les relations de confiance. Les mariages intercommunautaires, surtout entre Katangais et Kasaiens, sont de moins en moins encouragés. Tous les répondants ont relevé l'éducation des parents encourageant le mariage « endogamique » – entre Kasaiens ou entre Katangais - comme l'atteste cette déclaration recueillie lors d'un FGD avec les jeunes Katangais « *mes parents m'ont instruit de ne jamais fréquenter un garçon Kasaien, et surtout de ne pas rêver un jour d'épouser un Kasaien* » ou encore « *les relations entre familles Kasaiennes et familles Katangaises sont rares surtout dans les sites à forte concentration démographique des Kasaiens* » selon un chef de quartier de la commune de Lubumbashi.

### **Violences intercommunautaires**

Les relations intercommunautaires sont caractérisées par des violences à la fois verbales et physiques. Les insultes, les écarts de langage, le mépris et autres attitudes négatives semblent accompagner le quotidien de l'univers social intercommunautaire dans le Haut-Katanga et le Lualaba. Dans plusieurs coins de rue ou dans les avenues de Lubumbashi, le terme « Kasai » est insultant et peut conduire à d'autres écarts de langage ou à des bagarres entre individus et entre ménages. Les métaphores injurieuses comme « chibelebele » (chien) ou « Bilulu » (insecte) sont lancées dans les tensions et malentendus entre individus ou groupes sociaux. En ce qui concerne les violences physiques, tous les répondants reconnaissent que dans leurs environnements sociaux respectifs comme dans les places publiques, il existe des violences physiques entre les individus, groupes (jeunes des partis politiques), et les ménages issus



des communautés Katangaises et Kasaiennes. Les cas les plus illustratifs repris plusieurs fois sont les violences entre les jeunes de l'UNADEF et ceux de l'UDPS soutenus par les « wewas »<sup>17</sup> d'une part, et les violences intercommunautaires au marché de Matchipisha<sup>18</sup>. A plusieurs occasions, les jeunes de l'UDPS en majorité Kasaiens et ceux de l'UNADEF en majorité Katangais s'étaient engagés dans des violences ayant engendré des pertes en vies humaines et en biens. L'évènement violent récent du 16 juin 2022 souligné dans 2 focus group des jeunes à Lubumbashi, concernait un affrontement ouvert accompagné de dégâts matériels à Kasumbalesa près de la frontière entre la RDC et la Zambie. Au marché de Matshipisha dominé par des vendeurs Kasaiens, des disputes suivies de violences opposent de temps en temps les ressortissants des deux communautés. A cause de ces violences, ce marché avait été momentanément fermé (selon les informations glanées auprès des répondants).

#### **4.7. Propositions susceptibles de promouvoir la cohésion sociale, et la réconciliation entre les communautés dans les Provinces du Haut-Katanga et de Lualaba**

Conscients de la permanence des conflits intercommunautaires liés aux migrations et de leurs conséquences sur le « vivre ensemble », les répondants ont formulé des propositions pour promouvoir la réconciliation et la cohésion sociale entre communautés autochtones et allochtones. Ces propositions relèvent distinctement les actions de gouvernance migratoire, d'intégration des déplacés et de transformation des conflits.

##### **4.7.1. Sur la gouvernance migratoire**

Les répondants katangais ont formulé les propositions principales suivantes :

- Arrêter les migrations massives des Kasaiens vers le Haut-Katanga et le Lualaba ;
- Recenser tous les nouveaux arrivés ;
- Rapatrier les déplacés Kasaiens de trop et sans emploi dans leurs provinces d'origine ;
- Chasser tous les déplacés qui occupent anarchiquement les espaces miniers et les sites communautaires dans les zones rurales

---

<sup>17</sup> Terme utilisé à Lubumbashi pour désigner les conducteurs des motos de transport public.

<sup>18</sup> Ce marché est en majorité fréquenté par les Kasaiens.

- Contrôler les nouveaux déplacés à l'arrivée et les orienter vers des sites sans conflits ;
- Développer les infrastructures et les opportunités économiques dans les provinces du Kasai, et renforcer la sécurité dans les provinces du Kivu.

#### ***4.7.2. Sur l'intégration des déplacés***

Les répondants de toutes les communautés ont proposé les actions suivantes :

- Sensibiliser les Kasaiens à respecter les cultures locales ;
- Faire participer les Kasaiens dans la gouvernance locale dans les villes.

#### ***4.7.3. Sur la transformation des conflits entre les communautés des déplacés et les communautés autochtones***

- Sanctionner toutes les personnes qui incitent à la haine interethnique ;
- Créer des structures de dialogue et médiation entre les communautés dans les quartiers et avenues ;
- Organiser des activités culturelles avec toutes les communautés vivant au Katanga ;
- Organiser des dialogues intercommunautaires.

### **Conclusion sur la partie migratoire**

Les migrations anciennes dans le Haut-Katanga et le Lualaba constituent l'origine de la conflictualité entre les communautés Katangaise autochtones et les communautés allochtones, surtout les Kasaiens. Les migrations actuelles sont massives et perçues comme anarchiques, et concernent principalement les Kasaiens dont les mobiles sont économiques et sociaux. Cependant, les communautés autochtones perçoivent ces migrations actuelles comme une menace à l'identité culturelle du Katanga et à l'autodétermination politique, économique et sociale des populations Katangaises. Ces perceptions alimentent des attitudes de méfiance et des violences intercommunautaires qui déséquilibrent la cohésion sociale et le vivre ensemble. En dépit de cet environnement de conflit latent et ouvert, les communautés vivant dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba cohabitent dans des espaces urbains et milieux ruraux, et certains ménages peuvent développer de temps en temps

des relations de sociabilité, et de coopération économique et sociale. Les champs de collaboration et de sociabilité sont généralement influencés par les identités antagonistes, sources du déni de pluralisme et d'inclusion culturelle. La conflictualité entre les identités territoriales Katangaises et Kasaiennes s'exprime davantage dans le champ politique (exclusion des allochtones) ; le champ culturel (traditionalisme), le champ économique (contrôle de l'accès à l'emploi). Contradictoirement, les communautés vivant dans les deux provinces expriment le besoin de paix, de réconciliation et de cohabitation pacifique entre elles. Comme on le verra ci-dessous, les processus proposés sont fondés sur la gestion des migrations et la réconciliation.

## 5. Conclusion générale : recommandations pour la transformation des conflits dans les provinces du Haut-Katanga et de Lualaba

La question de l'autochtonie est un prisme au travers duquel les conflits au Katanga (comme dans d'autres régions) peuvent être analysés. Ils répondent à une logique d'exclusion et d'appropriation abusive de l'histoire, souvent alimentée par des discours haineux menés par des politiciens visant à manipuler la carte ethnique afin d'asseoir leur autorité. Les identités Katangaises et Kasaiennes ont été forgées autour de la soi-disant marginalisation socioéconomique des Katangais originaires, vécue comme la conséquence directe de la domination des Kasaiens non originaires, et de leur relation privilégiée avec l'administration coloniale. En dépit de la Constitution qui reconnaît la nationalité congolaise à tout individu se trouvant sur territoire congolais en 1960, les descendants du Kasai se trouvant au Katanga avant l'arrivée du colonisateur, ainsi que ceux de l'ouvrier Kasaien du Katanga recruté depuis 1888, sont toujours considérés comme des étrangers.

Plutôt que de conflit ouvert (la carte ethnique n'est pas valide), certains estiment que la rivalité Katangais-Kasaiens est en grande partie due au nombre de Kasaiens présent au Katanga et à leur position soi-disant privilégiée (au détriment des autochtones Katangais). Le conflit est plutôt un conflit 'provincial' qu'ethnique au sens propre du terme. Le conflit est essentiellement et fondamentalement un conflit sur le contrôle de l'espace politico-économique qui resurgit principalement durant les campagnes électorales. Comme on l'a vu tout au long de cette étude, la perception tenace des Katangais est que les Kasaiens dominent l'espace économique ce qui explique la volonté des Katangais d'origine de continuer à 's'accrocher' au pouvoir politique. Cette étude a également montré que la méfiance règne, les préjugés sont ancrés chez les Katangais, la cohabitation est fragile et l'esprit de collaboration, même s'il existe entre certaines communautés Kasaiennes établies et certains Katangais, ne constitue pas la norme.

Ces conflits sont alimentés par des perceptions souvent erronées, un sentiment de méfiance entre les populations originaires du Katanga et les populations originaires du Kasai. Cette étude a recueilli de nombreuses

remarques et commentaires illustrant cette méfiance, cette jalousie, voire cette haine qui existe entre les communautés. La recherche confirme également le rôle négatif joué par les leaders (politiques) qui manipulent l'opinion publique et abusent de la carte communautaire pour assoir leur autorité et s'enrichir de façon illégitime. La recherche a aussi dégagé une tendance, relativement nouvelle et inquiétante, sur la perception des leaders des associations culturelles et des ONGs dans la province qui ne joueraient pas leur rôle fédérateur ou de cohabitation pacifique, mais au contraire, joueraient un rôle polarisateur. Seule l'Eglise est considérée comme un vecteur de paix. Un autre aspect intéressant qui se dégage de l'étude est le rôle crucial joué par le contexte économique. Le contexte de pauvreté criante dont souffrirait essentiellement une communauté (les Katangais d'origine) est également une source de conflits. L'étude a aussi confirmé la conclusion tirée par de nombreuses recherches sur la latence des tensions.

Dans un tel contexte, il est crucial de briser ces perceptions et de lancer des politiques d'accès aux emplois inclusives et accessibles à toutes les communautés. Il importe également de bâtir la paix sur les différences. L'approche de la transformation des conflits peut guider les efforts de la société civile et de l'Etat pour la réconciliation, la cohésion sociale et le vivre ensemble. Les processus opérationnels comprennent les phases suivantes :

### **Recommandations génériques**

Pour l'Etat : les recommandations peuvent être regroupés dans les catégories suivantes.

- Recommandation en termes d'éducation civique : introduire un cours d'éducation civique dès la primaire ; faire des écoles responsables.
- Gestion de la migration : gérer les flux migratoires, les espacer et faire en sorte que les installations soient dispersées afin d'éviter les concentrations.
- Organisation des conférences sur la cohabitation nationale : écouter attentivement les préoccupations des différentes communautés avant de proposer des solutions ; réunir les leaders d'opinion pour leur faire voir les fruits de la cohésion; poser des affiches où on demande aux communautés de vivre ensemble ; un terme souvent évoqué par les répondants était « *marteler* » sur la sensibilisation à la paix pour toutes les couches de la population, avec un accent particulier mis sur les "partis politiques" ;

- Lié à ce qui est écrit plus haut, certains répondants ont même évoqué l'interdiction aux hommes politiques de tenir des discours qui incitent la population à la haine ; un certain nombre a proposé de « *sanctionner sévèrement les leaders politiques qui tiennent les discours de haine.* »
- Développer la province en stimulant la création d'emplois inclusifs : des remarques telles que « *stabiliser le milieu de la population* » ou « *amener les boulots* » ont été souvent exprimées. Dans le même esprit, certains ont prôné « *la rétribution de chacun selon ses efforts* » et pas selon son affiliation communautaire. De façon générale cette recommandation est aussi associée au « *développement inclusif de la province* » afin que « *chacun se sente à l'aise par tout où il est* ». Certains Katangais insistaient sur la nécessité pour l'Etat de « *valoriser les populations autochtones* », ou bien « *qu'on laisse aux allochtones les postes dirigeants* » ou encore « *créer des emplois privilégiant les autochtones reste une des meilleures stratégies.* » Sans évoquer la possibilité d'instituer des quotas, il est crucial que l'Etat mène une politique d'offre d'emplois perçue par toutes les communautés comme étant équitable et bénéficiant à toutes les couches de population, de façon représentative. Comme l'a précisé un répondant « *l'État doit créer des emplois au grand Kasai en relançant notamment la MIBA* » mais il doit surtout « *être juste dans la distribution des postes.* » Cette recommandation est cruciale, car, comme le suggère un répondant, « *tant que notre État ne fait pas le partage équitable des richesses, il y aura toujours la non-acceptation des uns par les autres* ». Le développement durable et inclusif de la province est un fort vecteur de paix.
- Reprendre ses fonctions régaliennes, c'est à dire, « *bannir les injustices* », assurer l'impartialité des juges, « *éviter l'arbitraire* », « *remettre les citoyens dans leur droit* », servir le public, ce qui nécessiterait « *le changement des vieilles têtes à la chose publique* ». Dans le même esprit, certains ont suggéré que « *toutes les tribus/groupes se retrouvent au gouvernement* ». L'inclusivité, dans l'octroi des emplois, dans la fonction publique est un thème récurrent et une suggestion partagée par une majorité des répondants. L'Etat doit « *créer un climat de confiance et rassembleur* » ; pour cela, il faut avoir des dirigeants crédibles, « *élus pour et par le peuple* » ;

Néanmoins, comme vu précédemment, certains répondants étaient très sceptiques sur le rôle de l'Etat car, selon une interviewée, « *c'est lui-même qui nous enfonce dans le conflit.* ».

Pour les ONGs, les recommandations concernaient principalement

- « *Conscientiser sans relâche la population* », organiser des ateliers sur le bien-être de la cohabitation communautaire. A ce titre, il est important « *d'organiser des réunions, des conférences, des séminaires* » afin d'amener les gens « *à promouvoir l'unité, l'amour le pardon et la cohésion, la paix* ». Cette sensibilisation a aussi pour but « *d'éduquer la population.* » Pour ce faire, il est important de « *ne rien imposer* » mais au contraire de « *vulgariser la philosophie de la différence dans la diversité.* »
- Restructurer le monde associatif, c'est-à-dire « *chercher les leaders communautaires qui peuvent aider à trouver les solutions aux conflits* » ; ou encore travailler « *de façon neutre, ne pas avoir des tendances politique.* »
- Créer des structures d'encadrement des jeunes désœuvrés, car ce sont eux les plus victimes de manipulation. A ce titre, les projets des ONGs, « *doivent toucher toutes les couches* » et donc pratiquer l'inclusivité.

Néanmoins, comme vu précédemment avec l'Etat et comme élaboré ci-dessus, certains répondants restent sceptiques sur le rôle des ONGs comme en témoigne ce commentaire « *je n'ai jamais entendu parler d'une ONG qui mène des actions pour renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés.* »

Pour les communautés : les recommandations étaient similaires de celles émises pour les ONGs, à savoir :

- Cultiver le sens du vivre ensemble « *sans un repli identitaire* », s'accepter, savoir vivre ensemble, se tolérer, prêcher la tolérance, l'acceptation, et insister sur la nécessité de former et sensibiliser « *les chefs et les leaders afin qu'ils soient imprégnés du bienfait de la tolérance* ». Il est également crucial de « *fournir des efforts pour s'accepter et bannir tout ce qui nous divise* » ou bien « *cultiver la tolérance, la compréhension, le savoir vivre ensemble* » ou bien « *savoir s'intégrer, s'assimiler* » ou encore « *sensibiliser les membres à abandonner toute voix de violence ; les communautés doivent cultiver les sentiments de paix dans leur membres.* »
- Organiser des rencontres entre les leaders des différentes associations culturelles, créer des échanges, « *apprendre à se soutenir mutuellement, à collaborer* » ou encore, « *promouvoir le dialogue franc*»

- Promouvoir la résilience ; c'est-à-dire savoir « *résister aux messages de haine* », ou encore « *ne plus se faire influencer par les politiciens qui ne luttent que pour leurs propres intérêts* » et aussi « *s'auto-éduquer pour se tolérer, s'auto-accepter pour comprendre que les communautés sont les plus perdantes, elles doivent accepter l'entente et le vivre ensemble*»

Pour les partenaires internationaux :

- « *Accompagner les communautés* » en tension sans parti pris. Appuyer les communautés financièrement pour que les sensibilisations, les conférences puissent avoir lieu ou encore « *appuyer les efforts des communautés visant à réduire les conflits.* »
- Aider l'Etat à créer des emplois
- Sensibiliser sur l'unité de tous et donner une vision universelle de la tolérance ; comprendre les causes profondes des conflits en apportant un soutien à la résolution de ces derniers ;

### **Recommandations spécifiques pour Pole**

Les résultats de cette étude suggèrent la nécessité de mettre en place des programmes à court terme et à moyen terme de transformation des conflits en vue de contribuer au « vivre ensemble » actif, à la réconciliation et à la cohabitation pacifique entre les communautés et à la résilience communautaire face aux manipulations dans les provinces du Haut-Katanga et de Lualaba. L'approche de la transformation des conflits paraît plus indiquée du fait de son ancrage communautaire : construire la paix par le bas. De manière pratique, les étapes opérationnelles suivantes peuvent être capitalisées :

1. Organiser des séances de restitution-validation des résultats de cette étude auprès des acteurs clés et des parties prenantes : Pour la première étape, les restitutions se feront séparément dans les deux provinces auprès des représentants des deux institutions provinciales et des services techniques concernés ; des représentants des confessions religieuses et de la société civile ; des représentants des associations socioculturelles ; des représentants des associations des jeunes et des femmes. Pour la seconde étape, les restitutions se feront auprès des décideurs (membres du gouvernement national et de



l'assemblée nationale) et des personnalités influentes originaires des provinces de Haut-Katanga et de Lualaba plus celles de grand Kasai.

2. Recherche action participative : La recherche action participative peut porter sur un ou deux thèmes qui rencontrent les problématiques analysées : réconciliation, stéréotypes, vivre ensemble, etc. Le but de la RAP est d'accompagner les communautés dans la compréhension commune des facteurs qui détériorent le vivre ensemble entre les communautés d'une part, et de les inciter à déterminer les mécanismes pour une cohabitation pacifique et la culture de la paix.
3. Mise en place des structures locales de transformation des conflits : issues des processus de la RAP, ces structures communautaires de gestion des conflits comprennent les membres ou leaders locaux de toutes les communautés avec le principe d'inclusion des jeunes et des femmes.
4. Renforcement des capacités des membres des structures communautaires de paix : les leaders locaux élus comme membres des structures communautaires seront renforcés en capacité pour développer les compétences de gestion des conflits et de culture de paix : médiation, plaidoyer, dialogue, do no harm, etc.
5. Accompagnement des actions des structures communautaires de paix : les actions des structures communautaires de paix seront accompagnées (c'est-à-dire planifier avec les communautés, financer et évaluer) pour le moyen terme. Ces activités seront nombreuses : médiation, dialogue, plaidoyer, micro-finance, sports et loisirs, culture, etc.

Les conflits intercommunautaires touchent plusieurs zones. Pour raison d'efficacité, il faudra identifier des zones pilotes. Les programmes à mettre sur pied mettront l'accent sur les jeunes. Par ailleurs, pour rendre structurel les mécanismes de transformation des conflits adoptés par les communautés, les autorités locales, provinciales et nationales seront impliquées afin qu'elles puissent insérer la vision de paix dans leurs agendas politiques.



## Bibliographie

- Bakajika, B. Th., 1997, *Épuration ethnique en Afrique : Les "Kasaïens" (Katanga 1961- Shaba 1992)*. Paris, L'Harmattan.
- Dibwe, M.D, (2007) « État de la question sur le conflit katangais-kasaïen dans la province du Katanga (1990-1994) » : 11-49, in B. Jewsiewicki et L. N'Sansa (dir.), *Constructions, négociations et dérives des identités régionales dans les États des Grands Lacs africains : approches croisées*.
- Dibwe, M. D. (2006). "La collecte des sources orales: Expériences d'enquêtes relatives au conflit Katangais-Kasaïens du Katanga (1991-1994), *Civilisations* , 2006, Vol. 54, No. ½.
- Dibwe, M. D. (2006). "La réharmonisation des rapports entre les Katangais et les Kasaïens dans la province du Katanga» (1991-2005). *Anthropologie et Sociétés*, 30(1), 117–136.
- Dibwe, M. D (1999). "L'épuration ethnique au Katanga et l'éthique du redressement des torts du passé. *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, 1999, Vol. 33, No. 2/3.
- Diemel, J. (2016). "De Paris au Katanga". Wageningen University and Research.
- Human Rights Watch. (1993). "Zaire inciting hatred. Violence Against Kasaïens in Shaba". Vol 5. Nr 10.
- Hiernaux, J. (1964), Luba du Katanga et Luba du Kasai (Congo) ; comparaison de deux populations de même origine in *Bulletins et Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris*, tome 6, XIe série : pp 611-622.
- ICG. (2020). "Eviter le conflit dans le cœur minier de la RD Congo Rapport AfriqueN°290" 30 juin 2020.
- IPIS. (2008). "Cartographie des intérêts dans les zones de conflit : le cas du Katanga".
- Kennes, E. (2009) "Fin du cycle post-colonial au Katanga, RD Congo. Rébellions, sécession et leurs mémoires dans la dynamique des

articulations entre l'Etat central et l'autonomie régionale. 1960-2007. ”  
Thèse de doctorat, Université Laval Québec-Université Paris I.

Ndaywel E. I. (1997), Histoire du Zaïre, Louvain-la-Neuve, Duculot, 9.

Pourtier, R. (1998). “Les refoulés du Zaïre : identité, autochtonie et enjeux politiques. Autrepart (5) : 137-154.

Vinckel, S. (2015). Violence and everyday interactions between katangese and kasaïans: Memory and elections in two Katanga Cities. *Africa* 85 (1): 78–102.

Ngoïe Tshibambe,G. et Mbuyi Kabunda,G. ( Août 2020) *La dynamique migratoire en RDC : morphologie, logique et incidences à lubumbashi*, Rapport de recherche, MacArthur Foundation: “*Perspectives Africaines sur la Mobilité Humaine*”.

Kabata Kabamba (2012) « **Pouvoir, territorialité et conflictualité au Grand Kasai (République démocratique du Congo)** » in *Belgeo*  
Revue belge de géographie : 1-43  
<file:///C:/Users/lenovo/Downloads/belgeo-26916.pdf>.

LUTUTALA Mumpasi, *les migrations en Afrique centrale : caractéristiques, enjeux et rôles dans l'intégration et le développement des pays de la région.*